



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 OCTOBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt septembre dernier (1901), pour la paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, comté de Kamouraska, et de nommer par commission en date du onze octobre 1901, Dominique Lévesque, Nazaire Aubert, Jean-Baptiste Bonenfant, Henri Hudon, François Gagnon, fils de François, Antime Roy et François Venant Dionne, tous cultivateurs, de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, comté de Kamouraska, commissaires de la dite cour.

3913

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dixième jour d'octobre dernier (1901), de nommer M. Jean Baptiste Stanislas Biron, député coroner, de la ville de Montréal, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province.

3941

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th OCTOBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twentieth of September, 1901, for the parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, county of Kamouraska, and to appoint by commission dated the eleventh of October, 1901, Dominique Lévesque, Nazaire Aubert, Jean Baptiste Bonenfant, Henri Hudon, François Gagnon, son of François, Antime Roy and François Venant Dionne, all farmers, of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, county of Kamouraska, commissioners of the said court.

3914

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth of October, 1901, to appoint Mr. Jean Baptiste Stanislas Biron, deputy coroner, of the town of Montreal, as justice of the peace, in virtue of article 2572 of the revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the whole province.

2942

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du dixième jour d'octobre dernier (1901), de nommer **M. Louis Joseph Dugal**, notaire, de Fraserville, commissaire *per dedimus potestatem*, pour le district de Kamouraska, conformément aux dispositions de l'article 605 des statuts refondus de la province de Québec.

3943

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du dixième jour d'octobre dernier (1901), d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Richelieu, **Louis Lamoureux**, bourgeois, et **Joseph Giard**, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, comté de Richelieu.

District de Beauharnois : **William John Moe**, cultivateur, du canton de Franklin, dans le comté d'Huntingdon.

District d'Ottawa : **James McGibbin** et **Hormisdas Légaré**, marchands, de Labelle, et **Alexandre Syneck**, médecin, de Gracefield, comté d'Ottawa.

3939

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the tenth day of October, 1901, to appoint **Mr. Louis Joseph Dugal**, notary, of Fraserville, commissioner *per dedimus potestatem*, for the district of Kamouraska, in conformity with the provisions of article 605 of the revised statutes of the province of Québec.

3944

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the tenth day of October last, (1901), to associate to the commission of the peace for the district of Richelieu, **Louis Lamoureux**, gentleman, and **Joseph Giard**, farmer, both of the parish of Saint Roch de Richelieu, county of Richelieu.

District of Beauharnois : **William John Moe**, farmer, of the township of Franklin, in the county of Huntingdon.

District of Ottawa : **James McGibbin** and **Hormisdas Légaré**, merchants, of Labelle, and **Alexandre Syneck**, physician, of Gracefield, county of Ottawa.

3940

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—**SALUT.**

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A T T E N D U** qu'en
Proc.-Général. } vertu des dispositions
de l'article 2499 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété que, lorsqu'il le jugera convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté, cité ou ville, dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrats qui sont désignées d'après ces comtés, cités ou villes respectivement, où ces cours peuvent être établies, comme suit : cour de magistrat pour le comté de, OU la cité de, OU la ville de (SUIVANT LE CAS, NOMMANT LE COMTE, LA CITE OU LA VILLE), si plus d'une de ces cours sont établies pour un comté, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom du lieu, du village, de la cité ou de la ville où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie comme suit : La cour de magistrat pour le comté de (NOMMANT LE COMTE) à (NOMMANT LA VILLE, LE VILLAGE, LA CITE OU LE LIEU).

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, pour la bonne administration de la justice, et conformément à l'article 2499 ci-dessus cité, d'établir une cour de magistrat de district, à Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, dans le comté de Matane, laquelle cour sera connue et désignée comme suit : "Cour de Magistrat pour le comté de Matane, à Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui", et devra être tenue dans la bâtisse située sur le lot No. 1, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons

Qu'une cour de magistrat pour le comté de Matane, à Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, est et sera établie.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—**GREETING :**

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W H E R E A S** under
Atty. General. } the provisions of
article 2499 of the revised statutes of the province of Québec, it is enacted that the lieutenant governor in council, whenever he thinks proper, may, by proclamation, establish, in and for any county, city or town in this province, one or more magistrate's courts to be designated according to the respective counties, cities or towns wherein the same may be established, as follows : as magistrate's court for the county of, OR the city of, OR the town of (AS THE CASE MAY BE, NAMING THE COUNTY, CITY OR TOWN,) where more than one such court is established for a county, then each, after the first, shall be further designated by the name of the place, village, city or town where such court may, by proclamation or order of the lieutenant governor in council, be established as follows : The magistrate's court for the county of (NAMING THE COUNTY) at (NAMING THE TOWN, VILLAGE, CITY OR PLACE) ;

AND WHEREAS we have thought proper, for the good administration of justice, and in compliance with article 2499 hereinabove cited, to establish a district Magistrate's Court, at Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, for the county of Matane, which court shall be known and designated as follows : "Magistrate's Court for the county of Matane, at Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui", and which shall be held in the building situated on lot No. 1, of the official plan and book of reference of the said parish.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Québec, We have ordered and decreed, and by these presents We do order and decree

That a Magistrate's Court for the county of Matane, at Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, is and shall be established.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-Secrétaire de la province.

3927

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'il a
Proc. Général. } plu au Dieu Tout-Puissant, dans sa bonté extrême, d'accorder cette année à la province de Québec, une abondante récolte et d'autres bienfaits ;

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population tout entière doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain 1901, comme JOUR D'ACTIONS DE GRÂCES pour remercier Dieu Tout Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder à la province de Québec durant la présente année. Et nous invitons tous Nos biens aimés sujets de Notre province de Québec d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3925

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3928

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS AL-
Atty. General. } mighty God has been pleased, in His extreme goodness, to grant this year an abundant harvest and other blessings to the province of Quebec ;

We, therefore, considered that these blessings enjoyed by Our entire population call for a solemn and public acknowledgment ; accordingly, We have fixed, by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, 1901, as a DAY of GENERAL THANKSGIVING to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings which He has been pleased to grant to the province of Quebec, during this year. And We do invite all Our loving subjects of Our province of Quebec to observe the said day of general thanksgiving.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3926

MINTO.

[L.S.]

CANADA.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } ATTENDU qu'il a plu au
Procureur Général, } Dieu Tout-Puissant, dans
Canada, } sa bonté extrême, d'accorder
au Canada cette année une abondante moisson et
d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le vingt-huitième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

3725

Canada
Province de }
Québec }
[L.S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

ORABEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand

MINTO.

[L.S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

DAVID MILLS, } WHEREAS it hath pleased
Attorney General, } Almighty God, in His
Canada, } Great Goodness to vouchsafe
this year unto Our Dominion of Canada, a bountiful
harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Thursday, the twenty-eighth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this FOURTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

3726

Canada,
Province of }
Quebec }
[L.S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great

aise et la plus grande commolité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

ERRATUM.

A la page 1963 de la *Gazette Officielle* du 12 octobre dernier (1901), "La Compagnie de Pulpe de Pérignon" a obtenue ses lettres patentes supplémentaires le onze, au lieu du huit octobre dernier 1901. 3915

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Es par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7157.

Wentworth.

La $\frac{1}{2}$ ouest du lot 19, du 6e rang, à Jos. Z. Turin.
Adj. 7158.

Doncaster.

Lots 1 et 2, du 11e rang, à C. H. Vipond.
Adj. 7159.

Westbury.

La $\frac{1}{2}$ sud du lot 24, du 1er rang, à Marcilla R. Bissett.

La $\frac{1}{2}$ nord du lot 24, du 1er rang, à Chs. Pennoyer.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 15 octobre 1901.

ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be herunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTIETH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3118

ERRATUM.

On page 1963 of the *Official Gazette* of the twelfth of October last (1901), "La Compagnie de Pulpe de Pérignon" obtained supplementary letters patent dated the eleventh, instead of the eighth of October, 1901. 3015

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Land, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7157.

Wentworth.

W. $\frac{1}{2}$ of lot 19, in 6th range, to Jos. Z. Turin.
Adj. 7158.

Doncaster.

Lots 1 and 2, in 11th range, to C. H. Vipond.
Adj. 7159.

Westbury.

S. $\frac{1}{2}$ of lot 24, in 1st range, to Marcilla R. Bissett.

N. $\frac{1}{2}$ of lot 24, in 1st range, to Chs. Pennoyer.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 15th October, 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Cap-Chat.

Rang est, rivière Sainte-Anne.

Lot 11, à Pierre Parent.

Lot 12, à Jos. S. Létourneau.

Canton Normandin.

Lot 60, du 9e rang, à Frs. Cossette.

Canton New-Richmond.

½ ouest du lot 7, du 6e rang, à Augustin LeBlanc.

E. E. TACHÉ,

Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Quebec, 19 octobre 1901.

3937

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

La formation d'une société sous le nom de "La Sauvegarde", dont l'objet comprendra tous les modes d'assurance mutuelle, a été autorisée par arrêté en conseil, en date du 17 octobre 1901.

Le siège principal de la société est à Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Quebec, 17 octobre 1901.

3977

No 2866.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher le lot No 284, du cadastre de la paroisse de "Sainte-Martine", comté de Châteauguay, et l'annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Urbain Premier," dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902.)

3973

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Quebec, 17 octobre 1901.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en
Conseil.

Vu qu'il est nécessaire de fixer le tarif mentionné dans l'article 1417d, des S. R. P. Q., tel qu'édicte par I, Edouard VII, chapitre 13, pour accorder des licences pour emmagasiner du gibier dans les entrepôts frigorifiques et pour usage dans les hôtels, restaurants et clubs, en temps de prohibition. Il est ordonné que le tarif suivant soit établi, savoir :

1° Pour les licences accordées aux propriétaires d'entrepôts frigorifiques qui reçoivent le gibier appartenant à d'autres, une somme de \$25.00.

2° Pour les licences accordées aux propriétaires d'hôtels, de clubs et de restaurants, pour le gibier emmagasiné par eux dans des réfrigérateurs privés, le tarif sera comme suit :

(a) Dans les villes de 50,000 âmes et au dessus, le tarif sera de \$10.00.

(b) Dans les autres villes, municipalités rurales, le tarif sera de \$2.00.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil Exécutif.

3975

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Cap-Chat.

Rang east, river Sainte Anne.

Lot 11, to Pierre Parent.

Lot 12, to Jos. S. Létourneau.

Township Normandin.

Lot 60, of 9th range, to Frs. Cossette.

Township New-Richmond.

West ½ of lot 7, of 6th range, to Augustin LeBlanc.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 19th October, 1901.

3938

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association by the name of Safe-Guard "La Sauvegarde", whose object will comprise all the kinds of mutual insurance, has been authorized by order in council, dated the 17th of October, 1901.

The head office of the association is at Montreal.

JOS. BOIVIN,

Deputy provincial secretary.

Quebec, 17th October, 1901.

3978

No. 2866.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach lot No. 284, of the cadastre of the parish of "Sainte-Martine," county of Châteauguay, and to annex it, for school purposes, to the municipality of "Saint Urbain Premier," in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect on the 1st July next, 1902.

3974

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Quebec, 17th October, 1901.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in
Council.

Whereas it is necessary to fix the tariff mentioned in article 1417d, of the R. S. P. Q., such as enacted by the 1st, Edward VII, chapter 13, to grant licenses to store game in cold storage warehouses, and for use in hotels, restaurants and clubs, during the close season. Orders that the following tariff be established, namely :

1. For licenses granted to proprietors of cold storage warehouses to keep game belonging to others, a sum of \$25.00.

2. For licenses granted to proprietors of hotels, clubs and restaurants, for game stored by them in private refrigerators, the tariff shall be as follows :

(a) In towns of 50,000 souls and upwards, the tariff shall be \$10.00.

(b) In the other towns, rural municipalities, the tariff shall be \$2.00.

GUSTAVE GRENIER,

Clerk Executive Council.

3976

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 octobre 1901.

Présent : — Le LIEUTENANT GOUVERNEUR
en Conseil.

Vu que le conseil municipal de la Grande Rivière, dans le comté de Gaspé, a soumis pour approbation les taux de péages qu'il se propose d'imposer sur un pont dans les limites de la dite municipalité, tels qu'adoptés à une séance générale tenue le 6 août 1900; et vu le rapport de l'Honorable Procureur Général, en date du 21 août 1900, IL EST ORDONNÉ que le tarif, (dont copie ci-après), soit approuvé conformément aux dispositions des articles 542 et 520 du code municipal, savoir :

Pour tout véhicule traîné par une bête de somme.....	5 cts
Pour tout véhicule, quatre roues, traîné par un cheval.....	10 cts
Pour tout véhicule traîné par deux chevaux.....	20 cts
Pour tout animal libre, non attelé.....	2 cts
Pour tout abonnement annuel.....	\$ 2.00

Les piétons seront libres et n'auront rien à payer.

Qu'il soit d'ailleurs bien entendu qu'il devra y avoir exemption totale de péage pour tout contribuable dans les limites de la municipalité, jusqu'à concurrence et au pro-rata de la somme taxée et payée ou donnée volontairement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

3917

No 1099.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Cyprien, comté de Napierville, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Cyprien, savoir : No 517 jusqu'au No 541 inclusivement, du VIII^e rang de la dite paroisse; et les lots No 705 jusqu'au No 731 inclusivement, du IX^e rang de la susdite paroisse, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Lacolle," comté de Saint-Jean.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain 1902.

3827-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 9 octobre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Wilfrid Joseph Proulx, écuyer, notaire public, des cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph Simard, notaire public, de la cité de Montréal, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire public, et de feu Eugène G. Simard, en son vivant notaire public, résidant en la paroisse de Varennes, et pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, article 3685 des S. R. P. Q.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

3851-2

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL
DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 25 septembre 1901.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1902, sont déposés

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 10th October, 1901.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in
Council.

Whereas the municipal council of Grand River, in the county of Gaspé, has submitted for approval the tariff of tolls which it proposes to levy on a bridge within the limits of the said municipality, such as adopted at a general meeting held on the 6th of August, 1900; and seeing the report of the Honorable Attorney General, dated the 21st of August, 1900, IT IS ORDERED that the tariff, (copy whereof hereafter), be approved pursuant to the provisions of articles 542 and 520 of the municipal code, namely :

For every vehicle drawn by a beast of burden	5 cts
For every four wheeled vehicle drawn by a horse.....	10 cts
For every vehicle drawn by two horses.....	20 cts
For every free animal, not harnessed.....	2 cts
For yearly subscription.....	\$ 2.00

Foot passengers go free and will have not have to pay anything.

That it be further well understood that there is to be a total exemption from tolls for every rate payer within the limits of the municipality, up to the amount of and pro-rata of the tax imposed and paid or given freely.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

3918

No. 1099.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Cyprien, county of Napierville, the following cadastral lots, namely : No. 517 to No. 541 inclusively, of the VIIIth range of the said parish, and lots Nos. 705 to No. 731 inclusively, of the IXth range of the said parish, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Lacolle," in the county of Saint John's.

This annexion, if it is authorized, should take effect only on the 1st of July next (1902.)

3828

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 9th October, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Wilfrid Joseph Proulx, esquire, notary public, of the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Simard, notary public, of the city of Montreal, who has voluntarily ceased to practice as notary public, and of the late Eugène G. Simard, in his lifetime notary public, residing in the parish of Varennes, and practising in the city of Montréal, in virtue of the provisions of the notarial code, article 3685 B. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

3852

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE
OF INDIA.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 25th September, 1901.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1902, are filed in the

sés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétaires des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre.

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

3669-4

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 14 septembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Philéas Bazinet, écuyer, notaire public, de la cité de St-Hyacinthe, comté et district du même nom, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire H. R. Blanchard, en son vivant notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

3629-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte précédent, exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles

department of the secretary of State, in those o secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant-Governor of the North West Territories, where they may be seen, by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,
Secretary of State.

3670

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 14th September, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph Philéas Bazinet, esquire, notary public, of the city of St. Hyacinthe, county and district of the same name, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary H. R. Blanchard, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

3630

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam, of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of a particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and

ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est requise après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou

mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the House in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each House.

LOUIS FRECHETTE

3510

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality.

autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déménagement de bureaux locaux; soit pour le rattachement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quelque chose soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'un ou l'autre de ces journaux n'est pas publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

lity, or of any County for purposes other than the of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected, and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"Les bills pour incorporer en villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

3511 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Ernest E. Vipond, étudiant en loi, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre comme l'un de ses membres, après examen.

ERNEST E. VIPOND.

Montréal, 2 octobre 1901.

3819-2

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

3512 Clerk of the Legislative Assembly

Application to the Legislature

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Ernest E. Vipond, law student, of Montreal, will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to admit him as one of its members, after examination.

ERNEST E. VIPOND.

Montreal, 2nd October, 1901.

3820

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under

lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie Co-opérative de cigares de Montréal."

2° L'objet de l'incorporation est de faire, manufacturer et vendre des cigares.

3° Le bureau principal d'affaires de la compagnie proposée, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille piastres (\$15,000.00).

5° Le nombre d'action sera de trois milles, et le montant de chaque action sera de cinq piastres (\$5.00).

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants, sont comme suit : Adolphe Gariépy, cigarier, de Montréal ; Téléphore Tremblay, cigarier, de Montréal ; Joseph Wolfe, cigarier, de Montréal ; Antoine Gauthier, cigarier, de Montréal ; Hyman Schleifer, cigarier, de Montréal ; Dieudonné Pinsonnault, marchand, de Montréal ; Olier Forget, cigarier, de la paroisse Notre-Dame de Toute Grâce, tous dans le district de Montréal.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, lesquels sont résidents en Canada et sujets britanniques.

P. R. GOYET,
Procureur des requérants.

Montréal, 10 octobre 1901.

3907

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, raffiner et emballer de nouveau des sirops, mélasse, gelées au miel, conserves, confitures, viandes émincées (mince meats), marmelade, sucre (bar sugar) et objets semblables de toute description ;

(b) Manufacturer des barils, boîtes, caques, sacs, boîtes d'étain, et toute sorte d'emballage ;

(c) Importer, exporter, vendre, manufacturer les objets ci-dessus mentionnés et en faire le commerce ;

(d) Agir comme agents et facteurs en rapport à l'achat, vente, réception et disposition de marchandise de toute description ;

(e) Faire toutes autres affaires (soit de manufacture ou autrement), dont la compagnie pourra être capable de conduire avantageusement, en rapport avec les susdits objets, ou calculées, directement ou indirectement pour augmenter la valeur d'icelles, ou rendre profitable toute propriété ou tous droits de la compagnie ;

(f) Acquérir et entreprendre toute ou aucune partie des affaires, propriété et engagements de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée de faire, ou ayant une propriété convenable pour les objets de cette compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de vingt-cinq mille, et le montant de chaque action sera d'une piastre.

the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Montreal Cigars Co-operative Company."

2. The object for which incorporation is sought is to make, manufacture and sell cigars.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The capital stock of said company is to be the sum of fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be of three thousand, of five dollars (\$5.00) each.

6. The names in full, address and calling of each of the applicants, are as follows : Adolphe Gariépy, cigar-maker, of Montreal ; Téléphore Tremblay, cigar-maker, of Montreal ; Joseph Wolfe, cigar-maker, of Montreal ; Antoine Gauthier, cigar-maker, of Montreal ; Hyman Scholeifer, cigar-maker, of Montreal ; Dieudonné Pinsonnault, merchant, of Montreal ; Olier Forget, cigar-maker, of the parish of Notre-Dame de Toute Grâce, all in the district of Montreal.

The above named persons shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are British subjects.

P. R. GOYET,
Attorney for applicants.

Montreal, 10th October, 1901.

3908

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Imperial Syrup Company (Limited)."

2. The objects for which such incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, refine and repack syrups, molasses, honey jellies, jams, preserves, mince-meats, marmalade, bar-sugar and like commodities of every description ;

(b) To manufacture barrels, boxes, kegs, sacks, cans and any and every kind of package ;

(c) To import, export, trade in, sell, manufacture and deal in the above mentioned commodities ;

(d) To act as agents and factors in relation to the purchase, sale, receipt and disposition of merchandise of any description ;

(e) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on, in connection with the above, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

(f) To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares will be twenty-five thousand, and the amount of each share will be one dollar.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Frederick Welker, marchand, de la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise ; Joshua Collitt Rose, marchand, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal ; William Stirling Laflamme, marchand, de la dite ville de Westmount ; William Welker, marchand, de la dite cité de Montréal, et Alexander Stearns McCormick, étudiant, de la dite ville de Westmount.

7° Les susdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et la majorité est sujete de Sa Majesté le Roi.

MCCORMICK & MOFFAT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901. 3811-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes les constituant, et telles autres personnes qui pourront devenir plus tard actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et corporation, en vertu de la section deuxième, chapitre troisième, titre onzième des Statuts Refondus de la province de Québec, "de la constitution en corporation des compagnies à fonds social," sous le nom et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom corporatif de la compagnie est le suivant : "La Compagnie Electrique Canada", (The Canada Electric Company).

2° L'incorporation est requise pour les fins suivantes, savoir : la fabrication et l'exploitation d'un système d'horloges électriques ; la fabrication, la vente et l'installation d'appareils de lumière électrique, de téléphones, de sonneries et de tous autres appareils électriques.

3° Le siège principal d'affaires de la dite compagnie est et sera dans la ville de Montréal.

4° Le montant projeté du capital-actions est de \$100,000.00.

5° Le capital-actions sera divisé en 1000 actions de \$100.00.

6° Les requérants sont les personnes suivantes : Lacasse Rousseau, entrepreneur-électricien, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal ; Théophile Alain, comptable, de la ville de Montréal, dit district ; Henri Grandbois, comptable, de Saint-Casimir, district de Québec ; Arthur Rousseau, médecin, de la ville de Québec, district de Québec ; Maurice Rousseau, avocat, de la ville de Montmagny, district de Montmagny ; les dits requérants seront les directeurs provisoires.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur des requérants.

Montréal, 1er octobre 1901. 3755-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "Eastern Townships Brick & Manufacturing Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acquérir et posséder, louer et tenir par tout titre légal, toutes telles terres, limites à bois, meubles et immeubles, appareils et droits, pouvoirs d'eau et privilèges et autres appartenances et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles à ses affaires comme manufacturière de briques, com-

6. The names in full and the address and calling or each of the applicants are as follows : Frederick Welker, of the city of Vancouver, in the province of British Columbia, merchant ; Joshua Collitt Rose, of the town of Westmount, in said district of Montreal, merchant ; William Stirling Laflamme, of said town of Westmount, merchant ; William Welker, of the said city of Montreal, merchant, and Alexander Stearns McCormick, of the said town of Westmount, student.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all reside in Canada, and the majority of them are subjects of His Majesty the King.

MCCORMICK & MOFFAT,
Attorneys for applicants.

Montreal, 1st October, 1901. 3812

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation under the provisions of section second, chapter third, title eleven of the Revised Statutes of Canada "the joint stock companies incorporation Act," constituting the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, by the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company is the following : "The Canada Electric Company."

2 The incorporation is sought for the following purposes, to wit : the fabrication and working of a system of electric clocks ; the fabrication, sale and installation of electric light, telephone and bell ringing apparatus, and of any other electric apparatus.

3. The chief place of business of the said company is and will be at the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital is \$100,000.00.

5. The stock will be divided into 1000 shares of \$100.00.

6. The petitioners are the following parties : Lacasse Rousseau, electrical contractor, of the town of Saint Louis, district of Montreal ; Théophile Alain, accountant, of the city of Montreal, said district ; Henri Grandbois, accountant, of Saint Casimir, district of Quebec ; Arthur Rousseau, physician, of the city of Quebec, district of Quebec ; Maurice Rousseau, advocate, of the town of Montmagny, district of Montmagny ; the said petitioners will be the provisional directors.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for petitioners.

Montreal, 1st October, 1901. 3756

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "Eastern Townships Brick and Manufacturing Company".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To acquire and own, lease and hold, by any legal title, all such lands, timber limits, real and movable property, plant and rights, water powers and privileges and other appurtenances and improvements as may be necessary or useful in connection with their business as manufacturers of brick,

mercante de bois et entrepreneur, vendre et louer le tout ou toute partie d'iceux ou en disposer autrement.

(b) De manufacturer de la brique commune, pressée ou pressée de nouveau, ou de toute autre description, tuyaux de drainage et des tuiles, chaux, ciment et tous objets manufacturés avec de l'argile ; de manufacturer, acheter et vendre du bois, bois de construction, bois de corde, bois de pulpe de toutes descriptions ; d'acquérir et posséder, construire ou louer les factories, magasins, salles de ventes, bureaux, moulins, aqueduc, travaux et tramways électriques qui peuvent être nécessaires ou utiles, et en général de manufacturer et vendre de la brique, chaux, ciment, sable, bois, bois de pulpe, billots et bois et toute sorte de matériaux pour construction, et de faire et conduire des affaires en général comme entrepreneurs et commerçants et fournisseurs de matériaux pour construction de toute description.

(c) De faire aucunes et toutes choses ayant rapport à aucun et tous les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00.)

5° Le dit fonds social sera divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Walter B. Neil, manufacturier ; William R. Webster, manufacturier ; James S. Mitchell, marchand ; Sylvester W. Jenckes, manufacturier ; Norman N. Walley, entrepreneur ; Daniel McManamy, marchand, et George Long, manufacturier, tous de la dite cité de Sherbrooke, et Sidney L. Spafford, gérant, du village de Lennoxville, dans les dits district et province.

7° Les dits Walter B. Neil, William R. Webster, James S. Mitchell, Sylvester W. Jenckes, Norman N. Walley, Daniel McManamy, George Long et Sidney L. Spafford seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

HURD & FRASER,

Solliciteurs des requérants.

Daté 25 septembre 1901.

3683-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Garth Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquérir comme une affaire en opération les affaires ci-devant faites dans la cité de Montréal, sous les nom et raison de "Garth & Company," et de manufacturer et faire le commerce d'appareils pour l'électricité, le gaz et la vapeur, et en général de faire les affaires de manufacturiers et de marchands de matériaux de quincaillerie et de plomberie de toutes descriptions et de toute condition de manufacture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent soixante et quinze mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de dix-sept cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms des requérants sont comme suit :

lumber dealers and contractors, and the same or any part thereof to sell, lease or otherwise dispose of.

(b) To manufacture bricks common, pressed or re-pressed, or of any other description, drain and tile pipes, lime, cement and all manufactures of clay ; to manufacture, purchase and sell timber, lumber, cord-wood and pulp-wood of all descriptions ; to acquire and own, construct or lease such factories, store-rooms, salesrooms, offices, mills, water-works, electrical works and tramways as may be found necessary or useful, and generally to manufacture and deal in bricks, lime, cement, sand, wood, pulp wood, logs and lumber and all grades of builders materials, and to carry on and conduct a general business as contractors and traders and furnishers of building materials of all descriptions.

(c) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient carrying on of any and all of the above purposes.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis and province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

5. The said capital stock is to be divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Walter B. Neil, manufacturer ; William R. Webster, manufacturer ; James S. Mitchell, merchant ; Sylvester W. Jenckes, manufacturer ; Norman N. Walley, contractor ; Daniel McManamy, merchant, and George Long, manufacturer, all of the said city of Sherbrooke, and Sidney L. Spafford, manager, of the village of Lennoxville, in said district and province.

7. The said Walter B. Neil, William R. Webster, James S. Mitchell, Sylvester W. Jenckes, Norman N. Walley, Daniel McManamy, George Long and Sidney L. Spafford are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

HURD & FRASER,

Solicitors for applicants.

Dated 25th September, 1901.

3684

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Garth Company."

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire as a going concern the business heretofore carried on at the city of Montreal, under the name and style of "Garth & Company," and to manufacture and deal in electric, gas and steam fixtures, and generally to carry on the business of manufacturers and dealers in hardware and plumbers materials of all descriptions and in every condition of manufacture.

3. The chief place of business of the said company is at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and seventy five thousand dollars.

5. The number of the shares will be seventeen hundred and fifty, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names of the applicants are as follows :

Charles Garth, gentilhomme; Henry W. Garth, marchand; John Henry Garth, marchand; Albert Edward Garth, marchand, et John George Smith, manufacturier, tous des cité et district de Montréal.

7° Des dits requérants, Charles Garth, John Henry Garth et John George Smith seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solliciteurs des requérants.

Daté dans la cité de Montréal, le vingtième jour de septembre dix-neuf cent un. 3651-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, d'incorporation comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Starke Cooperage Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir, vendre, posséder et louer des limites à bois et moulins à scie, et de les mettre en opération ; de manufacturer et faire le commerce de bois et de ses produits ; de faire en général les affaires d'une société ; de faire toute autre affaire de même nature ou y ayant rapport.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Starke, marchand, de la cité de Montréal ; Robert Starke, marchand ; Arthur N. Paxton, tonnelier ; David McGill, teneur de livres, tous trois de la ville de Westmount, et William Jarvis, commis, de la susdite cité de Montréal, tous dans la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 25 septembre 1901. 3687-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la dite compagnie, en corps politique et incorporé, sous le nom de et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "Lawrence A. Wilson Company."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

a. De manufacturer, embouteiller, acheter et vendre en gros et en détail les esprits de vins et liqueurs de toutes sortes, alcooliques ou non, et de faire le commerce général comme fabricants, et détaillants d'esprits de vin, eaux gazeuses et toutes liqueurs, fabriquer les cigares et faire le commerce de tabac.

b. De faire un commerce comme marchand général et manufacturier ;

c. De faire tels contrats de loyer, de vente, d'achat, d'échange ou autrement, et de faire toutes telles affaires et choses nécessaires pour les fins du commerce ci-haut mentionné, y compris l'acquisition de propriétés immobilières à tout titre quelconque et en disposer.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Charles Garth, gentleman; Henry W. Garth, merchant; John Henry Garth, merchant; Albert Edward Garth, merchant, and John George Smith, manufacturer, all of the city and district of Montreal.

7. Of the said applicants, Charles Garth, John Henry Garth and John George Smith shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and subjects of His Majesty.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solicitors for applicants.

Dated at the city of Montreal, the twentieth day of September, nineteen hundred and one. 3652

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent of incorporation as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Starke Cooperage Co."

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire, sell, own and lease timber limits and saw mills, and to operate the same ; to manufacture and deal in lumber and the products thereof ; to carry on a general cooperage business ; to do any other business of a like nature or incidental to the foregoing.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be fifty thousand (\$50,000) dollars, divided into five hundred (500) shares of one hundred (\$100) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are as follows : William Starke, merchant, of the city of Montreal ; Robert Starke, merchant ; Arthur N. Paxton, cooper ; David McGill, book-keeper, all three of the town of Westmount, and William Jarvis, clerk, of the city of Montreal aforesaid, all in the province of Quebec, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company, and all of whom are British subjects.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,
Solicitors for applicants.

Montreal, 25th September, 1901. 3688

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act" incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name, and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be : "Lawrence A. Wilson Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

a. The manufacture, bottling, purchase and sale by wholesale and retail of wines spirits and liquors of all kinds, whether alcoholic or not, and to carry on a general business as manufacturers and dealers in wines spirits and all aerated waters, liquors generally, cigars and other manufactures of tobacco.

b. To do a general mercantile and manufacturing business.

c. To make such contracts by lease, sale, purchase, exchange or otherwise, and to do all such matters and things as may be necessary or proper for the carrying out of the above purposes, including the acquiring and disposal of real estate by any title whatsoever.

3. The chief place of business of said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres (\$200,000), divisé en deux mille parts de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, adresse et profession des requérants sont comme suit : Lawrence A. Wilson, marchand ; William A. Jackson, gérant ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, vendeur, et Alexis Derouselle, caissier, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec. Les trois premiers ci-haut nommés, qui sont sujets britanniques, seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

HIBBARD & GLASS,
Avocats des requérants.

Montréal, 29 août 1900.

3461-4

Avis est par le présent donné qu'après publication des avis requis par la loi, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "La Compagnie du Cyclorama de Jérusalem."

2° La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal.

3° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$50,000.00, divisé en 200,000 parts de vingt-cinq centins chacune.

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est :

1° D'acquérir la peinture connue sous le nom de "Cyclorama de Jérusalem" et du crucifiement et ses accessoires actuellement à Sainte-Anne de Beaupré.

2° D'exhiber la dite peinture à Sainte-Anne de Beaupré ou ailleurs, dans la province de Québec.

3° De faire le commerce en gros et en détail, d'objets de piété, de bijouteries de fantaisie, etc., à Sainte-Anne de Beaupré ou ailleurs, dans la province de Québec.

4° D'acquérir et posséder des immeubles pour les fins ci-dessus.

5° De faire souscrire des parts dans la compagnie proposée, avec ou sans primes, distribuées par tirage au sort entre les actionnaires, et payables en actions de la dite compagnie seulement.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Charles F. Lalonde, bourgeois ; Joseph A. Martin, agent, tous deux de Montréal ; L. Moïse Plourde, cultivateur, de Saint-Grégoire, comté de Nicolet ; Adélard Plourde, étudiant en médecine, de Sainte-Anne de Beaupré, et Emile Trudel, agent de commerce, de la cité de Québec.

Les premiers directeurs de la dite compagnie seront : Charles F. Lalonde, L. Moïse Plourde et Adélard Plourde, tous résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

U. PLOURDE,

Procureur des requérants.

Sainte-Anne de Beaupré, 26 septembre 1901.

3701-4

District de Montréal.—Cours Supérieure.

No 2531.

Dame Melina Belec, de Montréal, épouse de Pierre Belisle, maçon, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Belisle, Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 octobre 1901.

3903

4. The amount of the capital stock of said Company is to be the sum of two hundred thousand dollars (\$200,000.00) divided into two thousand shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full, addresses and calling of each of the applicants are as follows : Lawrence A. Wilson, merchant ; William A. Jackson, manager ; Lawrence G. Cluxton, agent ; David O'Meara, salesman, and Alexis Derouselle, cashier, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, of whom the first three above named, who are British subjects, are to be the first or provisional directors of said company.

HIBBARD & GLASS,

Attorneys for applicants.

Montreal, 29th August, 1901.

3462

Notice is hereby given that after the publication of required by law, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation, under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be "La Compagnie du Cyclorama de Jérusalem".

2. The chief place of business will be in the city of Montreal.

3. The capital stock of the said company will be \$50,000.00, divided into 200,000 shares of twenty-five cents each.

The purpose for which incorporation is sought is :

1. To acquire the painting known as the "Cyclorama de Jérusalem", and of the crucifixion and its accessories now at Sainte Anne de Beaupré.

2. To exhibit the said painting at Sainte Anne de Beaupré or elsewhere, in the province of Quebec.

3. To carry on a wholesale and retail trade in objects of piety, of jewellery and fancy wares, &c., at Sainte Anne de Beaupré or elsewhere, in the province of Quebec.

4. To acquire and hold real estate for the said purposes.

5. To have the shares in the said company subscribed for with or without premiums distributed on drawing by lot between the shareholders, payable in shares of the said company only.

The names in full, residence and calling of the petitioners are : Charles F. Lalonde, gentleman ; Joseph A. Martin, agent, both of Montreal ; L. Moïse Plourde, farmer, of Saint Grégoire, county of Nicolet ; Adélard Plourde, medical student, of Sainte Anne de Beaupré, and Emile Trudel, trader agent, of the city of Quebec.

The first directors of the said company will be : Charles F. Lalonde, L. Moïse Plourde and Adélard Plourde, all residents in Canada and subjects of His Majesty.

U. PLOURDE,

Attorney for petitioners.

Sainte Anne de Beaupré, 26th September, 1901.

3702

District of Montreal.—Superior Court.

No. 2531.

Dame Melina Belec, of Montreal, wife of Pierre Belisle, mason, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Belisle, Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff

Montreal, 11th October, 1901.

3904

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François.

Avis est par le présent donné que Dame Martha A. Putney, du canton de Hatley, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de James E. Webster, du dit canton de Hatley, charpentier, a institué, ce jour, une action en séparation des biens contre le dit James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 25 septembre 1901. 3815-2

Cour Supérieure—District de Montréal.
No 1065.

Dame Corinne Dansereau a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Tancrède Dansereau, commerçant, tous deux de la cité de Montréal.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 24 septembre 1901. 3813-2

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St-François. }
No 265.

Avis est par le présent donné que Dame Ella Jane Weston, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Cyrille E. Weyland, du dit canton de Dudswell, dans le dit district, commis voyageur, le vingt-troisième jour de septembre dernier, a institué une action en séparation de biens contre le dit Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD,
Procureur de la demanderesse.
Daté, 5 octobre 1901. 3841 2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Poplinger, du même lieu, marchand

vs.

Le dit Samuel Poplinger, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

STEPHENS & HUTCHINS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 11 septembre 1901. 3833-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Sadie Alzady Heath, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Frederick Everett Yertaw, de la dite ville de Magog, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Frederick Everett Yertaw, son dit mari.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 octobre 1901. 3873-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 377.

Dame Marie Louise Gohier, épouse commune en biens de Hormisdas Beaulieu, marchand, de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Hormisdas Beaulieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le neuvième jour d'octobre mil neuf cent un.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 octobre 1901. 3895-2

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St. Francis. }

Notice is hereby given that Dame Martha A. Putney, of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, wife commune en biens of James E. Webster, of the said township of Hatley, carpenter, has, this day, instituted an action en separation de biens against the said James E. Webster.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 25th September, 1901. 3816

Superior Court.—District of Montreal.
No. 1065.

Dame Corinne Dansereau has, this day, sued her husband, Tancrède Dansereau, trader, of Montreal, in separation as to property.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th September, 1901. 3814

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St. Francis. }
No. 265.

Notice is hereby given that Dame Ella Jane Weston, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Cyrille E. Weyland, of the said township of Dudswell, in said district, commercial traveller, did, on the twenty-third day of September last past, institute an action en séparation de biens against the said Cyrille E. Weyland.

J. LEONARD
Attorney for plaintiff.
Dated, 5th October, 1901. 38 2

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2545.

Dame Mary Mattassar, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Samuel Poplinger, of the same place, merchant,

vs.

The said Samuel Poplinger, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted herein.

STEPHENS & HUTCHINS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 11th September, 1901. 3834

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Sadie Alzady Heath, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Frederick Everett Yertaw, of the said town of Magog, has, this day, instituted an action of separation as to property against the said Frederick Everett Yertaw, her said husband.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 7th October, 1901. 3874

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal, }
No. 377.

Dame Marie Louise Gohier, wife common as to property of Hormisdas Beaulieu, merchant, of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal, and duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Hormisdas Beaulieu, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of October, nineteen hundred and one.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th October, 1901. 3896

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure —Hull.*
No 315.

Dame Eva Maria Clancy, épouse de William Farrell,
du canton de Wakefield, dans le district d'Ottawa,
cultivateur, Demanderesse ;

vs.

Le dit William Farrell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise le
8 octobre courant, en cette cause.

BROOKE & CHAUVIN,

Procureurs de la demanderesse.

Hull, 8 octobre 1901. 3867-2

Cour Supérieure. — District de Bedford.

No 6847.

Dame Alice Cadieux a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son mari,
Hormidas Girard, voiturier, de la ville Farnham.

J. S. POULIN,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 24 septembre 1901. 3749-3

Dame Philomène Beaudoin, de Montréal,
Demanderesse ;

vs.

François Xavier Ribout dit Lacas, du même lieu,
Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, poursuivi en sépara-
tion de biens, le défendeur, son mari, devant la
cour supérieure, à Montréal, sous le No 1029.

JEAN D'AMOUR,

Proc. de la demanderesse.

Montréal, 17 septembre 1901. 3603-5

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 773.

Dame Cordélia Barrette, de la ville de Salaberry
de Valleyfield, épouse d'Albert Plante, épiciier, du
même lieu, a, ce jour, institué une action en sépa-
ration de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,

Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 19 septembre 1901. 3663-4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 777.

Dame Sophie Poirier, de la ville de Salaberry de
Valleyfield, épouse de J. Cyrille Choquette, mar-
chand, du même lieu, a, ce jour, institué une action
en séparation de biens contre son dit époux.

BROSSOIT & BROSSOIT,

Avocats de la demanderesse.

Beauharnois, 30 septembre 1901. 3795-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dolphis Hogue, Demandeur ;
et

C. Edouard St Cyr, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 12 octobre
1901, par jugement de la cour, nous avons été nom-
més curateurs aux biens du failli sus-nommé.

Les réclamations devront être produites à nos
bureaux sous un mois pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 19 octobre 1901.

3945

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.—Hull.*
No. 315.

Dame Eva Maria Clancy, wife of William Farrell,
of the township of Wakefield, in the county and
district of Ottawa, farmer, Plaintiff ;

vs.

The said William Farrell, Defendant.
An action in separation of property has, this
day, been instituted in this cause.

BROOKE & CHAUVIN,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 8th October, 1901. 3868

Superior Court.—District of Bedford.

No. 6847.

Dame Alice Cadieux has, this day, instituted an
action in separation as to property against her
husband, Hormidas Girard, of the town of Farnham,
carriage maker.

J. S. POULIN,

Attorney for plaintiff.

Sweetsbury, 24th September, 1901 3750

Dame Philomène Beaudoin, of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

François Xavier Ribout dit Lacas, of the same place,
Defendant.

Plaintiff has, this day, taken against defendant,
her husband, an action in separation of property,
before the superior court, at Montreal, under No.
1029.

JEAN D'AMOUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 17th September, 1901. 3604.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 773.

Dame Cordélia Barrette, of the town of Salaberry
of Valleyfield, wife of Albert Plante, grocer, of the
same place, has, this day, instituted an action in
separation of property against her said husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,

Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 19th September, 1901. 3664

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 777.

Dame Sophie Poirier, of the town of Salaberry
of Valleyfield, wife of J. Cyrille Choquette, mer-
chant, of the same place, has, this day, instituted an
action in separation of property against her said
husband.

BROSSOIT & BROSSOIT,

Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 30th September, 1901. 3796

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*

In the matter of Dolphis Hogue, Plaintiff ;
and

C. Edouard St. Cyr, Defendant.

Notice is hereby given that by judgment of the
court, dated the 12th October, 1901, we were ap-
pointed curators to the estate of the above named
insolvent.

Claims must be filed at our offices within a month
to be collocated.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 19th October, 1901.

3946

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de "The Sunlight Gas Company,
en commandite", de Montréal, en liquidation.
Avis est par le présent donné que, ce jour, je,
John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié,
par un ordre de la dite cour, ai été nommé liquida-
teur des biens et effets, meubles et immeubles de la
dite compagnie.

Les créanciers sont par le présent notifiés de pro-
duire leurs réclamations devant moi, dans mon
bureau, Bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement,
Montréal, sous un délai de trente jours.

Daté à Montréal, ce 20ième jour de septembre
1901.

3901 JOHN McD. HAINS,
Liquidateur.

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
Côté, Boivin & Cie., et Requérent cession ;

Charles Saint Laurent, Insolvable.
Avis est par le présent donné que Charles Saint
Laurent, ferblantier, plombier, a, ce quatorze
octobre 1901, fait cession de ses biens pour le béné-
fice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de
la cour supérieure, du district de Chicoutimi.

W. W. BOSSE,
Gardien provisoire. 3935
Chicoutimi, 14 octobre 1901.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 143.

Edwin Henry Blurton, de la ville de Westmount,
district de Montréal, Demandeur ;
vs
James Stuart Jellyman, des cité et district de
Montréal, manufacturier de boîtes, faisant seul
affaires sous la raison sociale de R. Jellyman &
Cie, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit James
Stuart Jellyman a, ce jour, fait un abandon judi-
ciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire, à Montréal.
EDWIN HENRY BLURTON,
Gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
Comptables et liquidateurs,
211 et 212, Bâtisse de la Banque
des Marchands, Montréal.
Montréal, 11 octobre 1901. 3911

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Thibault, Demandeur ;
et

Exaucile Gardner, Défendeur.
Avis public est par le présent donné que, par
jugement de la cour, en date du 12 octobre 1901,
nous avons été nommés curateurs aux biens du
failli sus-nommé.

Les réclamations devront être produites à nos
bureaux sous un mois pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 19 octobre 1901. 3947

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Max. Abrams, hôtelier, de la cité
de Montréal, Failli.

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a
été préparé dans cette affaire et sera sujet à objec-

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of "The Sunlight Gas Company,
Limited," of Montreal, In liquidation.
Notice is hereby given that, on this day, I, John
McD. Hains, of Montreal, chartered accountant,
was, by order of the said court, appointed to be
liquidator to the property and effects, real and per-
sonal of the said company.

Creditors are hereby notified to file their
claims with me, at my office, Fraser Buildings, 43,
Saint Sacrament street, Montreal, within a delay of
thirty days.

Dated at Montreal, this 20th day of September,
1901.

3902 JOHN McD. HAINS,
Liquidator.

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court*
Côté, Boivin & Co., Petitioners for assignment ;
and

Charles Saint Laurent, Insolvent.
Notice is hereby given that Charles Saint Lau-
rent tinman, plumber, has, on this fourteen October,
1901, made a judicial abandonment of his property
for the benefit of his creditors, at the prothonotary's
office of the superior court, for the district of
Chicoutimi.

W. W. BOSSE,
Provisional guardian. 3936
Chicoutimi, 14th October, 1901.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 143.

Edwin Henry Blurton, of the town of Westmount,
district of Montreal, Plaintiff ;

vs
James Stuart Jellyman, of the city and district of
Montreal, paper box manufacturer, carrying on
business there alone as such under the firm,
name and style of R. Jellyman & Co.,
Defendant.

Notice is hereby given that the said James
Stuart Jellyman has, this day, made, in the prothono-
tary's office, in Montreal, a judicial abandonment
of his property for the benefit of his creditors
EDWIN HENRY BLURTON,
Provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
Accountants and liquidators.
211 and 212, Merchants Bank
Building, Montreal.
Montreal, 11th October, 1901. 3912

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Thibault, Plaintiff ;
and

Exaucile Gardner, Defendant.
Notice is hereby given that, by judgment of the
court, dated the 12th October, 1901, we were appoint-
ed curators to the estate of the above named
insolvent.

Claims must be filed at our offices within a month
from this date to be collocated.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 19th October, 1901. 3948

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Max. Abrams, restaurant keeper,
of the city of Montreal, Insolvent ;

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter and will be open to objection until

tion jusqu'au 5e jour de novembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre Dame.
Montréal, 16 octobre 1901. 3955

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Caron, Carrière & Cie., Réquérants ;
vs.

Dosithé M. Clairoux, marchand, de Masham,
Failli.

Avis est par les présentes donné que le dit D. M. Clairoux a fait un abandon judiciaire de ses biens, le quatorze octobre 1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Hull, pour le bénéfice de ses créanciers.

F. ALBERT LABELLE, N. P.
Gardien provisoire.

Hull, 15 octobre 1901. 3949

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re succession vacante de feu François Xavier Veillet, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Tite.

Un premier et dernier bordereau a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au quatre novembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, au palais de justice, à Trois-Rivières.

AD. PROVENCHER,
Curateur.

Trois-Rivières, 19 octobre 1901. 3951

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
R. N. Leblanc, Requérant cession ;
et

Napoléon Garant, Débiteur.
Avis est par le présent donné que Napoléon Garant, marchand, de Saint-Charles de Caplin, le dixième jour d'octobre 1901, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, comté de Bonaventure, à New Carlisle.

R. N. LEBLANC,
Gardien provisoire.

Bureau : Saint-Bonaventure. 3967

Province de Québec, }
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
In re A. Leost, commerçant, de Saint-Hyacinthe, Failli.

Avis est donné que, le onzième jour d'octobre mil neuf cent un, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la faillite ci-dessus.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

F. X. A. BOISSEAU,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 15 octobre 1901. 3961

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Antoine Viau, marchand de meubles, de la cité de Saint-Henri de Montréal, Failli ;
et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5e jour de novembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre Dame.
Montréal, 16 octobre 1901. 3957

the 5th day of November, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 16th October, 1901. 3956

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
Caron, Carrière & Cie. Petitioners ;
vs.

Dosithé M. Clairoux, merchant of Masham, Insolvent.
Notice is hereby given that the said D. M. Clairoux has made a judicial abandonment of his assets, the fourteenth October, 1901, at the prothonotary's office in the superior court, at Hull, for the benefit of his creditors.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,
Provisional guardian.

Hull, 15th October, 1901. 3950

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re vacant succession of the late François Xavier Veillet, in his lifetime laborer, of the parish of Saint Tite.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 4th day of November, 1901, after which date dividends will be payable at my office, at court house, Three Rivers.

AD. PROVENCHER,
Curator.

Three Rivers, 19th October, 1901. 2952

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
R. N. Leblanc, Petitioner for assignment ;
and

Napoléon Garant, Debtor.
Notice is hereby given that Napoléon Garant, of Saint Charles de Caplin, merchant, has, on the tenth of October, 1901, made judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, county of Bonaventure, at New Carlisle.

R. N. LEBLANC,
Provisional guardian.

Office : Saint Bonaventure 3968

Province of Quebec, }
District of St Hyacinth. } *Superior Court.*
In re A. Leost, trader, of Saint Hyacinth, Insolvent.

Notice is given that, by order of the court, on the eleventh day of October, one thousand nine hundred and one, I have been appointed curator to the above estate.

Claims must be filed at my office within one month from this date.

F. X. A. BOISSEAU,
Curator.

Saint Hyacinth, 15th October, 1901. 3962

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Antoine Viau, furniture dealer, of the city of Saint Henry of Montreal, Insolvent ;
and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 5th day of November, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 16th October, 1901. 3958

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Alphonsine Richard, Insolvable ;

et
Nazaire Fortier, Requérent cession.
Je, soussigné, donne avis que le quatorzième jour d'octobre 1901, Alphonsine Richard, de Sainte-Anne de la Pérade, district de Trois-Rivières, fille majeure, et y faisant affaires comme manufacturière de chaussures, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Trois-Rivières.

NAZAIRE FORTIER,
Gardien provisoire.

Québec, 16 octobre 1901.

3965

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1178.

Le troisième jour d'octobre mil neuf cent un.

Joseph Montpetit, Demandeur ;

vs

B. A. Drapeau, Défendeur ;

et

Divers créanciers,

et

L. J. A. Surveyer, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le deuxième jour d'octobre 1901, les créanciers du dit B. A. Drapeau, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

E. BROUSSEAU,
Dep. P. C. S.

3859-2

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 4 octobre 1901, dans une cause dans laquelle Demoiselle Maria Monet, fille majeure et usant ses droits, de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, dans le district de Montréal, est Demanderesse ; et Gilbert Mohet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, en sa qualité de tuteur à Joseph Adélard alias Roch Monet, Alexandrine Monet, Florida Monet, Blandine Monet, Martina Monet, tous cinq issus du légitime mariage de feu Moïse Monet, avec feu Georgiana Beauvais, en leur vivant cultivateurs, tous deux de Saint-Philippe ; Moïse Monet, fils, journalier, de la paroisse de Laprairie ; Dame Clémentine Monet, mineure, pourvue en mariage, de la dite paroisse de Saint-Jacques le Mineur, épouse de Philias Ménard, cultivateur, du même lieu, et le dit Philias Ménard pour représenter son épouse à l'effet des présentes en sa qualité de curateur nommé à icelle ; Dame Evangéline Roullier, de la paroisse de Saint-Philippe, veuve de feu Moïse Monet, maintenant décédé ; et enfin, Louis Barbeau, bourgeois, de la paroisse de Saint-Philippe, en sa qualité de tuteur "ad hoc", dûment nommé aux enfants mineurs issus du légitime mariage de cette dernière avec le dit Moïse Monet, savoir : Colombe Monet et Elmira Monet,

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
Alphonsine Richard, insolvent ;

and
Nazaire Fortier, Petitioner for assignment.
Notice is hereby given that on the fourteenth day of October, 1901, Alphonsine Richard, of Sainte Anne de la Pérade, district of Three Rivers, spinster, carrying on business there as shoe manufacturer, has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers.

NAZAIRE FORTIER,
Provisional guardian.

Quebec, 16th October, 1901.

3966

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1178.

The third day of October, one thousand nine hundred and one.

Joseph Montpetit, Plaintiff ;

vs

B. A. Drapeau, Defendant ;

and

Divers creditors,

and

L. J. A. Surveyer, Opposant.

Upon order of this court, given on the second day of October, 1901, the creditors of said B. A. Drapeau, the defendant in this cause, who would not have filed their claims, are now called to file them in this cause, at the prothonotary's office of this court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, with a sworn statement or account, according to article 673 of the code of civil procedure.

E. BROUSSEAU,
Dep. P. S. C.

3860

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 4th of October, 1901, in a cause in which Miss Maria Monet, spinster, in the enjoyment of her rights, of the parish of Saint Jacques le Mineur, in the district of Montreal, is Plaintiff ; and Gilbert Monet, farmer, of the parish of Saint Constant, in his quality of tutor to Joseph Adélard alias Roch Monet, Alexandrine Monet, Florida Monet, Blandine Monet, Martina Monet, all five issue of the lawful marriage of the late Moïse Monet, with the late Georgiana Beauvais, in their lifetime farmers, both of Saint Philippe ; Moïse Monet, junior, laborer, of the parish of Laprairie ; Dame Clémentine Monet, a married minor, of the said parish of Saint Jacques le Mineur, wife of Philias Ménard, farmer, of the same place, and the said Philias Ménard to represent his wife for the purposes hereof in his quality of curator named to her ; Dame Evangéline Roullier, of the parish of Saint Philippe, widow of the late Moïse Monet, now deceased ; and lastly, Louis Barbeau, gentleman, of the parish of Saint Philippe, in his quality of tutor *ad hoc*, duly appointed to the minor children issue of the lawful marriage of the latter with the said Moïse Monet, to wit : Colombe Monet and Elmira Monet, both in the district of

tous deux dans le district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

a. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Philippe, concession Saint-André, contenant environ quatre-vingt-douze arpents en superficie, plus ou moins; tenant d'un bout à Israël Robert et James Smithers, de l'autre bout au trait-carré des terres de La Tortue, d'un côté à Pierre Tallard ou représentants, et de l'autre côté à Israël Robert, formant la totalité du lot No 262, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe.

b. Une autre portion de terre située en la même paroisse de Saint-Philippe, concession La Tortue, contenant environ soixante et quinze arpents en superficie, plus ou moins; bornée d'un bout à la rivière La Tortue, et l'autre bout à Edouard Cardinal et représentants, d'un côté aux représentants David Monet, et de l'autre côté à Richard Boyce, de Saint-Constant, formant partie du No 336, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe.

c. Une autre portion de terre située en la paroisse de Saint-Constant, contenant environ vingt arpents en superficie, plus ou moins; tenant d'un bout à la rivière La Tortue, de l'autre bout au chemin public, d'un côté à Thomas Kirkland, et de l'autre côté à Gilbert Monet, formant partie du lot No 26, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant.

d. Une autre portion de terre située au même lieu, contenant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie, plus ou moins; tenant d'un bout à la rivière La Tortue, de l'autre bout aux terres du rang de Saint-André, en la paroisse de Saint-Philippe, d'un côté vers le nord à Richard Boyce, et de l'autre côté au sud au dit Moïse Monet, formant partie du lot No 29, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant.

Les immeubles ci-dessus seront vendus à l'enchère et adjugés en deux parties et comme formant deux exploitations distinctes, suivant jugement de cette cour, en date du 9 octobre courant, dont la première partie et exploitation comprendra l'immeuble A ci-dessus décrit, et l'autre partie et exploitation comprendra les immeubles B, C et D ci-dessus décrits, par mise à l'enchère et adjudications distinctes pour chacune des deux parties et exploitations, au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE 1901, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 10 octobre 1901. 3899

[Première publication, 19 octobre 1901.]

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Cour Supérieure.

No 2526.

Eugène Berthelette,

Demandeur ;

vs

Pierre Demers et al.,

Défendeurs.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7

Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

a A portion of land situate in the parish of Saint Philippe, Saint André concession, containing about ninety-two arpents in area, more or less; bounded at one end by Israel Robert and James Smithers, at the other end by the division line of the lands of La Tortue, on one side by Pierre Tallard or representatives, and on the other side by Israel Robert, forming the whole of lot No. 262, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe.

b Another piece of land situate in the same parish of Saint Philippe, concession La Tortue, containing about seventy-five arpents in area, more or less; bounded at one end by the river La Tortue, at the other end by Edouard Cardinal and representatives, on one side by the representatives of David Monet, and on the other side by Richard Boyce, of Saint Constant, forming part of No. 336, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe.

c Another piece of land situate in the parish of Saint Constant, containing about twenty arpents in area, more or less; bounded at one end by the river La Tortue, at the other end by the public road, on one side by Thomas Kirkland, and on the other side by Gilbert Monet, forming part of lot No. 26, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Constant.

d. Another parcel of land situate at the same place, containing about ninety arpents in area, more or less; bounded at one end by the river La Tortue, at the other end by the lands of the range Saint André, in the parish of Saint Philippe, on one side to the north by Richard Boyce, and on the other side to the south by the said Moïse Monet, forming part of lot No. 29, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Constant.

The immovables herein above described will be sold by auction and adjudged in two parts and as forming two distinct plots, pursuant to judgment of this court, dated the 9th of October instant, the first part and plot of which will comprise lot A herein above described, and the other part and plot will comprise the lots B, C and D herein above described, by different offers for sale and by distinct adjudications for each of the two parts and plots, to the last and highest bidder, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1901, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th October, 1901. 3900

[First published, 19th October, 1901.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Superior Court.

No. 2526.

Eugène Berthelette,

Plaintiff ;

vs

Pierre Demers et al.,

Defendants ;

LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th of October, 1901,

octobre courant, dans une cause dans laquelle Eugène Berthelette, peintre, de la ville Saint-Laurent, dans le district de Montréal, est Demandeur, et Pierre Demers, marchand, de la cité de Montréal, dit district, Ovila Berthelette, Rose Albina Berthelette, épouse commune en biens de Thomas Boudrias, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, tous deux de la Côte des Neiges, district de Montréal, Alexis Berthelette et Alexandre Berthelette, de la paroisse de Saint-Laurent, dit district, Marie Blanche Berthelette, épouse commune en biens de Joseph Vannier, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, de la paroisse de Saint-Martin, dit district; Marie Léoncia Berthelette, épouse commune en biens de Hormisdas Gravel, de East Farnham, district de Bedford, et ledit Hormisdas Gravel, tant personnellement que pour autoriser son épouse; Jules Lapointe, de la paroisse de Saint-Jovite, district de Terrebonne, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universel de son épouse, feu Eugénie Berthelette, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Les lots Nos 103 et 104, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges—avec les bâtisses y érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 12 octobre 1901.

3909

[Première publication, 19 octobre 1901.]

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le 12 septembre courant (1901), dans une cause dans laquelle Octave Dontigny, cultivateur, de la paroisse de la Visitation de Champlain, est demandeur, et Alfred Dessureau, fromager, de la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, est défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir : Un terrain située en la paroisse de Saint-Stanislas, sur le côté est de la Rivière Batiscan, étant partie du lot de terre No 625, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Stanislas, contenant cinquante-quatre pieds de largeur à son front, cinquante-neuf pieds de largeur à sa profondeur, et cent pieds de longueur; borné en front au chemin public, en profondeur au résidu du lot No 625, joignant d'un côté à Olivier Proteau, et de l'autre côté à Trefflé Proteau—avec une fromagerie dessus construite, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi ou aussitôt ensuite que faire se pourra, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, en la cité des Trois-Rivières; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour. Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, le ou avant le douzième jour avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver

in a cause in which Eugène Berthelette, painter, of the town of Saint-Laurent, in the district of Montreal, is Plaintiff, and Pierre Demers, of the city of Montreal, said district, merchant, Ovila Berthelette, Rose Albina Berthelette, wife common as to property of Thomas Boudrias, and this last one personally and to authorize his wife, both of La Côte des Neiges, district of Montreal, Alexis Berthelette and Alexandre Berthelette, of the parish of Saint Laurent, said district, Marie Blanche Berthelette, wife common as to property of Joseph Vannier, and this last one personally and to authorize his wife, both of the parish of Saint Martin, said district; Marie Léoncia Berthelette, wife common as to property of Hormisdas Gravel, of East Farnham, district of Bedford, and the said Hormisdas Gravel, personally and to authorize his wife; Jules Lapointe, of the parish of Saint Jovite, district of Terrebonne, personally and in his quality of universal legatee of his wife, late Eugénie Berthelette, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows :

The lots Nos 103 and 104, of the official plan and book of reference of the village of La Côte des Neiges—with the buildings thereon erected.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed for the sale, and that any opposition, for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th October, 1901.

3910

[First published, 19th October, 1901.]

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the 19th day of September instant (1901), in a cause in which Octave Dontigny, farmer, of the parish of La Visitation de Champlain, is Plaintiff, and Alfred Dessureau, cheesemonger, of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, is Defendant, ordering the licitation of the following immovable, to wit: A land situated in the parish of Saint Stanislas, on the east side of the River Batiscan, being part of the lot of land No. 625, of the official cadastre of the said parish of Saint Stanislas, containing fifty-four feet of breadth in front, fifty-nine feet of breadth in depth, and a hundred feet in length; bounded in front by the public road, in depth by the remainder of the lot No. 625, joining on one side Olivier Proteau, and on the other side Trefflé Proteau—with a cheese factory thereon erected, circumstances and dependencies.

The immovable hereabove described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next (1901), at TEN o'clock in the forenoon or as soon as possible after, sitting the court, in the court room, at the court house, in the city of Three Rivers; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, on or before the twelfth day before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and

devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par la présente, elles seront forcloses du droit de le faire.

L. P. GUILLET,

Procureur du demandeur.

Trois-Rivières, 25 septembre 1901. 3681-2
[Première publication, 28 septembre 1891.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **JOSEPH ALFRED MO-**
No 3131. } **RENCY, Demandeur ;**
contre **THOMAS GRONDIN, Défendeur, savoir :**

Un emplacement de la contenance d'un arpent de terre en superficie, situé dans la paroisse de l'Enfant-Jésus, et faisant partie du lot numéro sept cent soixante-neuf (769), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joseph, Beauce ; borné en avant et au sud-est à Prosper Bisson, au nord-ouest à la route, et au nord-est à Vital Bilodeau et Onésime Cloutier ou représentants — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Enfant-Jésus, le **VINGT-UNIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 14 octobre 1901.
3929

[Première publication, 19 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **JEAN COUTURE, Deman-**
No 3194. } **deur ; contre LOUIS GOU-**
LET, Défendeur, savoir :

Une maison en bois construite sur un emplacement situé en la paroisse de Saint-Maxime, et faisant partie du lot numéro sept cent vingt-quatre (724), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, et borné en front au chemin royal, en arrière à la ligne du chemin de fer Québec Central, au nord-ouest à Pierre de Bacourt ou représentants, au sud-est à Jean Couture.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maxime, le **VINGTIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

JOSEPH POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 14 octobre 1901.
3931

[Première publication, 19 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, } **BERNARD McCABE,**
Province de Québec, } **autrefois cultivateur, de**
District d'Iberville. } **la paroisse de Saint-Patrice**
No. 818. } **de Sherrington, dans le dis-**
trict d'Iberville, et maintenant résidant à Bedford,

any opposition for payment must be filled within six days after the adjudication, and failing the said parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. P. GUILLET,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 25th September, 1901. 3682
[First published, 28th September, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **JOSEPH ALFRED MO-**
No. 3131. } **RENCY, Plaintiff ; against**
THOMAS GRONDIN, Defendant, to wit :

A lot containing one arpent in area, situate in the parish of l'Enfant Jésus, and forming part of lot number seven hundred and sixty-nine (769), of the official cadastre for the parish of Saint Joseph, Beauce ; bounded in front and on the south east by Prosper Bisson, on the north west by the by road (route), and on the north east by Vital Bilodeau and Onésime Cloutier or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Enfant Jésus, on the **TWENTY-FIRST** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 14th October, 1901.
3930

[First published, 19th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **JEAN COUTURE, Plaintiff ;**
No. 3194. } **against LOUIS GOULET,**
Defendant, to wit :

A wooden house built on a lot situate in the parish of Saint Maxime, and forming part of lot number seven hundred and twenty-four (724), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Marie de la Beauce, and bounded in front by the King's road, in rear by the Quebec Central Railway line, on the north west by Pierre de Bacourt or representatives, on the south east by Jean Couture.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maxime, on the **TWENTIETH** day of **NOVEMBER** next, at the hour of **TWO** in the afternoon.

JOSEPH POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 14th October, 1901.
3932

[First published, 19th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, } **BERNARD McCABE,**
Province of Québec, } **formerly farmer, of**
District of Iberville. } **the parish of Saint Patrice**
No. 818. } **de Sherrington, in the district**
of Iberville, and now residing at Bedford, in the

dans l'état du Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Demandeur ; contre TREFFLÉ TURGEON, autrefois de la dite paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, et maintenant des cité et district de Montréal, Défendeur, savoir :

Une terre située sur le rang Boston, en la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, dans le district d'Iberville, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, sous le numéro quatre-vingt-dix (No 90) de la contenance de deux arpents et quart de front sur trente-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec maison et autres bâtisses y érigées. Sujette la dite terre à la charge par l'acquéreur d'une rente annuelle et viagère de cinquante piastres en faveur de Bernard McCabe, le demandeur en cette cause, et payable le premier jour de mars de chaque année.

Pour être vendue avec la susdite charge, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 15 octobre 1901.
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Shérif.
3963

State Vermont, one of the United States of America, Plaintiff ; against TREFFLÉ TURGEON, formerly of the said parish of Saint Patrice de Sherrington, and now of the city and district of Montreal, Defendant, to wit :

A farm situate on the Boston range, in the parish of Saint Patrice de Sherrington, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Patrice de Sherrington, under the number ninety (No. 90), containing two arpents and a quarter in front by thirty-five arpents in depth, the whole more or less,—with house and other buildings thereon erected. Subject the said farm to the charge by the acquired of an annual life rent of fifty dollars in favour of Bernard McCabe, the plaintiff in this cause, and payable on the first day of March of every year.

To be sold with the aforesaid charge, at the parochial church door of the said parish of Saint Patrice de Sherrington aforesaid, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 15th October, 1901.
[First published, 19th October, 1901.]

Sheriff.
3964

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Joliette, à savoir : } **FRANÇOIS XAVIER**
No 2434. } **LESCAULT**, Demandeur ;
contre **PHILIPPE GUYON**, Joseph Geoffrion, en sa qualité de curateur nommé à la succession vacante de Dame Delphine Pigeon, défendeur par reprise d'instance, dans laquelle cause Appolinaire Guyon et Joseph Guyon sont aussi Défendeurs.

1° Une terre située dans l'Isle Bouchard, paroisse de Saint-Sulpice, dans le district de Joliette, portant le numéro deux cent six (206), sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la dite paroisse de Saint-Sulpice.

2° Une terre située dans la dite Isle Bouchard, paroisse de Saint-Sulpice, portant le numéro deux cent sept (207), sur les susdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sulpice, le **VINGTIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 14 octobre 1901.
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Shérif.
3919

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Joliette, to wit : } **FRANÇOIS XAVIER**
No. 2434. } **LESCAULT**, Plaintiff ;
against **PHILIPPE GUYON**, Joseph Geoffrion, in his quality of curator appointed to the vacant estate of Dame Delphine Pigeon, defendant in continuance of suit, in which suit Appolinaire Guyon and Joseph Guyon are also Defendants.

1. A land situate in Isle Bouchard, parish of Saint Sulpice, in the district of Joliette, bearing the number two hundred and six (206), on the official plan and book of reference of the municipality of the said parish of Saint Sulpice.

2. A land situate in the said Isle Bouchard, parish of Saint Sulpice, bearing the number two hundred and seven (207), on the said official plan and book of reference.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sulpice, on the **TWENTIETH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 14th October, 1901.
[First published, 19th October, 1901.]

Sheriff
3920

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **FORTUNAT GAU-**
No 2833. } **DREAU**, de Mont-
réal, Demandeur ; contre les immeubles de **DAME MARIE JUANITA TÊTU ET VIR**, de Trois-Pistoles, Défendresse.

Superior Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **FORTUNAT GAUDREAU**,
No. 2833. } of Montreal, Plaintiff ;
against the immovables property of **DAME MARIE JUANITA TÊTU ET VIR**, of Trois Pistoles, Defendant.

Sheriff's Sales—Kamouraska

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le quatorze d'août dernier, à la porte de l'église de Trois-Pistoles, aura lieu MARDI, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, au dit lieu de Trois-Pistoles, à la porte de l'église, à DIX heures du matin.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 15 octobre 1901. 3921
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Cour Supérieure—District de Kamouraska.
Fraserville, à savoir : } ALEXIS MEZIUS
No 2759. } RICHER ET UXOR,
à qualité, Demandeurs; contre les biens immobiliers
de JULES BRUNO MICHAUD, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures du matin, le neuvième jour de juillet dernier, à la porte de l'église de Saint-Louis de Kamouraska, aura lieu au même endroit de Kamouraska, MERCREDI, le SIX de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 15 octobre 1901. 3923
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place at ten of the clock in the forenoon, on the fourteenth day of August last, at the church door of Trois Pistoles, will be made on TUESDAY, the FIFTH day of NOVEMBER next, at Trois-Pistoles aforesaid, at the church door, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 15th October, 1901. 3922
[First published, 19th October, 1901.]

Superior Court.—District of Kamouraska.
Fraserville, to wit : } ALEXIS MEZIUS
No. 2759. } A RICHER ET UXOR,
à qualité, Plaintiffs; against the immovable property
of JULES BRUNO MICHAUD, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place at the church door of Saint Louis de Kamouraska, the ninth day of July last, at eleven o'clock in the forenoon, will be made at the same place of Kamouraska, WEDNESDAY, the SIXTH of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 15th October, 1901. 3924
[First published, 19th October, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANCOIS XAVIER
No. 2434. } LESCAUT, cultivateur,
de la paroisse de Verchères, district de Richelieu,
Demandeur; contre les terres et tenements de
PHILIPPE GUYON, cultivateur, du même lieu,
Défendeur, et de Joseph Geoffrion, registrateur
de la dite paroisse de Verchères, défendeur à
égalité et par reprise d'instance, et al, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession du dit défendeur Philippe Guyon, et du dit défendeur à-égalité et par reprise d'instance, Joseph Geoffrion, les immeubles suivants, savoir :

1° Un emplacement situé au village de Verchères, district de Richelieu, portant le numéro soixante et neuf (69), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Verchères—avec une maison et autres bâties y érigées; borné en front par la rue Principale du village de Verchères.

2° Un terrain situé au dit village de la paroisse de Verchères; borné d'un côté au nord-est par Salomon Boisseau, en front par la rue Principale du village, et des deux autres côtés par Napoléon Senécal, d'environ soixante pieds de front sur quinze à dix-huit pieds de profondeur—avec une boutique de forge qui y est construite. Ce terrain fait partie du lot numéro cinquante-deux (52), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Verchères.

3° Une portion de terre à bois située au dit lieu de Verchères, au Grand Coteau, contenant environ un quart d'arpent de front sur trente arpents de profondeur; tenant au nord-ouest à Amédée Racine, au sud-est à Théophile Dufilly ou représentants, au nord-est à Elzéar Desmarais, et au sud-ouest à Louis Narcisse Guyon. Ce terrain ne paraît pas avoir de numéro sur le cadastre officiel.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères, le VINGT-UNIÈME

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANCOIS XAVIER LES-
No. 2434. } CAUT, farmer, of the
parish of Verchères, district of Richelieu, Plaintiff;
against the lands and tenements of PHILIPPE
GUYON, farmer, of the same place, Defendant,
and of Joseph Geoffrion, registrar, of the said
parish of Verchères, defendant à-égalité, and in
continuance of suit, et al, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant Philippe Guyon, and of the said defendant à-égalité and in continuance of suit, Joseph Geoffrion, the following immovables, to wit:

1. A lot situate in the village of Verchères, district of Richelieu, being number sixty-nine (69), on the official plan and book of reference of the said parish of Verchères—with a house and other buildings thereon erected; bounded in front by the Main street of the village of Verchères.

2. A lot situate in the said village of the parish of Verchères; bounded on one side to the north east by Salomon Boisseau, in front by the Main street of the village, and on both sides by Napoléon Senécal, of about sixty feet in front by fifteen to eighteen feet in depth—with a forge thereon erected. This lot forms part of lot number fifty-two (52), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Verchères.

3. A piece of wood land situate at the said place Verchères, at the Grand Coteau, containing one quarter of an arpent in front by thirty arpents in depth; bounded on the north west by Amédée Racine, on the south east by Théophile Dufilly or representatives, on the north east by Elzéar Desmarais, and on the south west by Louis Narcisse Guyon. This lot does not appear to have any number on the official cadastre.

To be sold at the parochial church door of the parish of Verchères, on the TWENTY-FIRST day

jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 octobre 1901. 3853
Première publication du 12 octobre 1901, est nulle.
[Première publication, 19 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A. MEDEE GAGNON**,
No 1025. } écuyer, avocat, de la
citée et du district de Montréal, Demandeur ; contre
les terres et tenements de DAME MARIE GENIEVRE DINA LAFERRIERE, de la ville de
Saint-Louis, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Michel Théodule Lefebvre, manufacturier, du même lieu, et ce dernier aux présentes pour assister sa dite épouse, Défenderesse.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, étant la partie non expropriée du lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, contenant quarante-quatre pieds et six pouces de front sur la profondeur qui peut se trouver après l'élargissement de la rue Notre-Dame—avec bâtisses y érigées.

2° Un immeuble situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six (6), de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent trente (430), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Berri—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 15 octobre 1901. 3933
[Première publication, 19 octobre 1901.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L. KENT & A. TUR-**
No 80. } **A. COTTE**, curateurs conjoint, dûment autorisés à l'effet des présentes en vertu de l'article 879, du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de C. C. CORNEILLE, Failli ; et DAME MARTHA CURRIE, de la cité de Montréal, veuve de feu Andrew McAllister, décédé, en son vivant du même lieu, imprimeur, et William Charles McAllister, aussi de Montréal, imprimeur, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Andrew McAllister, Requérants.

Un lot de terre de forme irrégulière, sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, et étant composé des parties ou morceaux de terres ci-après mentionnés, savoir :

1° De cette partie ou ce morceau de terre maintenant connu et désigné comme lot numéro un (1), sur le plan de subdivision, dûment fait du lot de terre maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro huit cent cinquante (850), la dite partie ou morceau de terre contenant six pieds de largeur sur trente et un pieds de profondeur (6x31), et borné comme suit : au sud-ouest par la rue Saint-Hubert, au nord-est par le lot ou partie du lot numéro sept, sur le dit plan de subdivision, au nord-ouest par le lot ou partie du lot numéro huit (8), sur le même plan, et au sud-est par une autre partie du dit lot numéro un (1).

2° De cette partie du lot numéro (7), du dit plan de subdivision, contenant quatre pieds de largeur sur quarante-trois pieds et huit pouces de profondeur, et borné comme suit : au sud-ouest par la dite partie du lot numéro un (1), au nord-est ou en arrière par une ruelle, au nord-ouest par partie du dit lot numéro huit (8), et par partie du lot numéro

of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th October, 1901. 3854
First publication of the 12th October, is null.
[First published, 19th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montréal, to wit : } **A. MEDEE GAGNON**,
No. 1025. } Esquire, advocate, of the
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of DAME MARIE GENIEVRE DINA LAFERRIERE, of the town of
Saint Louis, district of Montreal, wife separated as
toproperty by marriage contract of Michel Théo-
dule Lefebvre, manufacturer, of the same place
and the latter a party hereunto to assist his said
wife, Defendant.

1. A lot of land fronting on Notre Dame street, in the city of Montreal, being the unappropriated part of lot number one hundred and ninety-eight (198), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, containing forty-four feet six inches in front by the depth there may be after the widening of Notre Dame street—with the buildings thereon erected.

2. A lot situate in Saint James ward, of the city of Montreal, known and described as number six (6), of the official subdivision of the lot number four hundred and thirty (430), of the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Berri street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th October, 1901. 3934
[First published, 19th October, 1901.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **L. KENT & A. TUR-**
No. 80. } **A. COTTE**, joint curators, thereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curators to the property of C. C. CORNEILLE, Insolvent ; and DAME MARTHA CURRIE, of the city of Montreal, widow of the late Andrew McAllister, deceased, in his lifetime of the same place, printer, and William Charles McAllister, also of Montreal, printer, in their quality of executors of and named in the last will of the late Andrew McAllister, Petitioners.

A certain lot of land of irregular figure, situate and being in the Saint James ward, of the said city of Montreal, and being composed of the parts or piece of land hereinafter mentioned, namely.

1. Of that part or piece of land which is known and designated as lot number one (1), on the subdivision plan, duly made of the lot of land which is known and distinguished on the official plan and in the book of reference for the said ward, by the number eight hundred and fifty (850), said part or piece of land containing six feet in breadth by thirty-one feet in depth (6x31), and bounded as follows : on the south west by Saint Hubert street, on the north east by the lot or part of lot number seven, on the said subdivision plan, on the north west by the lot or part of lot number eight (8), on the same plan, and on the south east by another part of said lot number one (1).

2. Of that part of lot number seven (7), of said subdivision plan, containing four feet in breadth by forty-three feet and eight inches in depth, and bounded as follows : to the south west by the said part of lot number one (1), to the north east or rear by a lane, to the north west by part of said lot number eight (8), and by part of lot number ten

dix (10), du dit plan de subdivision, et au sud-est par partie du lot numéro sept (7), ou la ruelle qui s'y trouve.

3° De cette partie du dit lot numéro huit (8), contenant neuf pieds de largeur sur trente et un pieds de profondeur, et borné comme suit : au sud-ouest par la dite rue Saint-Hubert, au nord-est par la dite partie du lot numéro huit (8), au nord-ouest encore par partie du dit lot numéro huit (8), et au sud-est par la dite partie du dit lot numéro un (1).

4° De cette partie du dit lot numéro huit (8), contenant onze pieds de largeur sur trente-six pieds dix pouces de profondeur, et borné comme suit : au sud-ouest par cette partie ci-dessus désignée comme lot numéro huit (8), au nord-est par partie du dit lot numéro dix (10), au nord-ouest au-si par partie du dit lot numéro huit (8), et au sud-est par le susdit lot numéro sept (7) et cinq (5), de cette partie du dit lot numéro dix (10), contenant aussi onze pieds de largeur sur six pieds dix pouces de profondeur, et borné comme suit : au sud-ouest par la dite partie en dernier lieu mentionnée du dit lot numéro huit (8), au nord-est ou en arrière par la ruelle ci-dessus en premier lieu mentionnée, au nord-ouest par partie du dit lot numéro dix (10), et au sud-est par le dit lot numéro sept (7), le tout mesure anglaise—et avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 octobre 1901. 3853
[Première publication, 19 octobre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALPHONSE RACINE,
No 2905. } marchand-importateur,

des cité et district de Montréal, et y faisant affaires comme tel seul, sous la raison de "A. Racine & Cie., Demandeur ; contre les terres et tènements de EDOUARD GOHIER, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant, situé en la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, connu sous le numéro trois cent quatre-vingt, de la subdivision du lot officiel désigné sous le numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent ; borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la même subdivision.

2° Un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu sous le numéro trois cent quatre-vingt-un, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent ; borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la même subdivision.

3° Un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu sous le numéro quatre cent douze, de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent ; borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent dix-sept de la même subdivision.

4° La moitié indivise de huit autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision quatre cent cinq, quatre cent six, quatre cent sept, quatre cent huit, quatre cent cinquante-huit, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante et quatre cent soixante et un, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la même subdivision.

(10), of said subdivision plan, and to the south east by part of lot number seven (7), or the lane found there.

3. Of that part of said lot number eight (8), containing nine feet in breadth by thirty-one feet in depth and bounded as follow : to the south west by said Saint Hubert street, to the north east by the said part of lot number eight (8), to the north west again by part of said lot number eight (8), and to the south east by said part of said lot number one (1).

4. Of that part of said lot number eight (8), containing eleven feet in breadth by thirty-six feet ten inches in depth, and bounded as follows : to the south west by that part just designated as lot number eight (8), to the north east by part of said lot number ten (10), to the north west by also part of said lot number eight (8), and to the south east by the aforesaid lot number seven (7) and (5) five, of that part of the said lot number ten (10), containing also eleven feet in breadth by six feet ten inches in depth, and bounded as follows : to the south west by the said last mentioned part of the said lot number eight (8), to the north east or rear by the lane herein before first mentioned, to the north west by part of the said lot number ten (10), and to the south east by the said lot number seven (7), the whole english measure—and with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 16th October, 1901. 3854
[First published, 19th October, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALPHONSE RACINE,
No. 2905. } merchant importer, of

the city and district of Montreal, and there doing business as such alone under the firm of "A. Racine & Cie." Plaintiff ; against the lands and tenements of EDOUARD GOHIER, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, Defendant.

1. A vacant lot of land, situate in the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, known as number three hundred and eighty, of the subdivision of lot described as number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent ; bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-six of the same subdivision.

2. Another vacant lot of land, situate at the same place, known as number three hundred and eighty-one, of the subdivision of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent ; bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-six of the same subdivision.

3. Another vacant lot of land, situate at the same place, known as number four hundred and twelve, of the subdivision of the official lot known and described as number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent ; bounded in front by a projected street, known as number four hundred and seventeen of the same subdivision.

4. The undivided half of eight other vacant lots, situate at the same place, known and described as subdivision numbers four hundred and five, four hundred and six, four hundred and seven, four hundred and eight, four hundred and fifty-eight, four hundred and fifty-nine, four hundred and sixty and four hundred and sixty-one, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent ; bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-six of the same subdivision.

5° Deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus sous les numéros trois cent six et trois cent treize, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro deux cent quatre de la même subdivision.

6° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus sous les numéros de subdivision trois cent soixante et douze et trois cent quatre-vingt-huit, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la même subdivision.

7° La moitié indivise de quatre autres lots de terre, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision quatre cent quatre-vingt-six, quatre cent quatre-vingt-sept, quatre cent quatre-vingt-huit et quatre cent quatre-vingt-neuf, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze de la même subdivision.

8° La moitié indivise de trois autres lots de terre, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision cinq cent, cinq cent un et cinq cent deux, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par le chemin public.

9° La moitié indivise de dix autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision trois cent quarante-sept, trois cent quarante-huit, trois cent quarante-neuf, trois cent cinquante, trois cent cinquante-trois, trois cent cinquante-quatre, trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six et trois cent cinquante-huit, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la même subdivision.

10° La moitié indivise de deux autres lots de terre connus et désignés sous les numéros de subdivision trois cent soixante et trois et trois cent soixante et dix, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la même subdivision.

11° La moitié indivise de quatre autres lots de terre, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision trente-huit, trente-neuf, quarante et quarante et un, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro quarante-quatre de la même subdivision.

12° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros cent treize et cent quatorze, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro cent vingt-sept de la même subdivision.

13° La moitié indivise de neuf autres lots de vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision cent soixante et quatorze, cent soixante et quinze, cent soixante et seize, cent soixante dix-sept, cent soixante et dix-huit, cent soixante et dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un et cent quatre-vingt deux, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue

5. Two other vacant lots of land, situate at the same place, known as numbers three hundred and six and three hundred and thirteen, of the subdivision of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by a projected street, known as number two hundred and four of the same subdivision.

6. The undivided half or two other vacant lots of land, situate at the same place, known as subdivision numbers three hundred and seventy-two and three hundred and eighty-eight, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-six of the same subdivision.

7. The undivided half of four other lots of land, situate at the same place, known and designated as subdivision numbers four hundred and eighty-six, four hundred and eighty-seven, four hundred and eighty-eight and four hundred and eighty-nine, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-four of the same subdivision.

8. The undivided half of three other lots of land, situate at the same place, known and designated as subdivision numbers five hundred, five hundred and one and five hundred and two, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by the public road.

9. The undivided half of ten other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers three hundred and forty-seven, three hundred and forty-eight, three hundred and forty-nine, three hundred and fifty, three hundred and fifty-three, three hundred and fifty-four, three hundred and fifty-five, three hundred and fifty-six and three hundred and fifty-eight, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-six of the same subdivision.

10. The undivided half of two other lots of land known and designated as subdivision numbers three hundred and sixty-three and three hundred and seventy, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number four hundred and ninety-six of the same subdivision.

11. The undivided half of four other lots of land, situate at the same place, known and designated as subdivision numbers thirty-eight, thirty-nine, forty and forty-one, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number forty-four of the same subdivision.

12. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as numbers one hundred and thirteen and one hundred and fourteen, of the subdivision of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number one hundred and twenty-seven of the same subdivision.

13. The undivided half of nine other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers one hundred and seventy-four, one hundred and seventy-five, one hundred and seventy-six, one hundred and seventy-seven, one hundred and seventy-eight, one hundred and seventy-nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty-one and one hundred and eighty-two, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the

sous le numéro cent quatre-vingt-huit de la même subdivision.

14° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision deux cent vingt-six et deux cent vingt-sept, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée et connus sous les numéros deux cent quatre-vingt-dix-sept et cent quatre-vingt-huit de la même subdivision.

15° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision deux cent vingt-cinq et trois cent trente, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro deux cent quatre de la même subdivision.

16° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision trois cent trente-deux et trois cent trente-quatre, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par le chemin public.

17° La moitié indivise d'un lot de terre vacant, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro trois cent quarante-six, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro trois cent quarante-deux, de la même subdivision.

18° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de subdivision cent quatre-vingt-douze, du lot numéro quatre cent cinquante-quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par une rue projetée.

19° Un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de subdivision cinquante-trois, du lot numéro quatre cent cinquante-quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro cent neuf de la même subdivision.

20° Deux autres lots de terre de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision cinquante-cinq et cinquante-six, du lot numéro quatre cent cinquante-quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent; bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro cinquante-sept de la même subdivision.

21° Trois autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros trois cent quatorze, trois cent quinze et trois cent seize, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro trois cent douze de la même subdivision.

22° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros deux cent vingt-huit et deux cent vingt-neuf, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée connue sous le numéro deux cent trente de la même division.

23° La moitié indivise d'un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de subdivision deux cent quarante-six, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par une rue projetée,

parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number one hundred and eighty-eight of the same subdivision.

14. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers two hundred and twenty-six and two hundred and twenty-seven, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street and known as numbers two hundred and ninety-seven and one hundred and eighty-eight of the same subdivision.

15. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers two hundred and twenty-five and three hundred and thirty, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number two hundred and four of the same subdivision.

16. The undivided half of two other vacant lots of land situate at the same place, known and designated as subdivision numbers three hundred and thirty-two and three hundred and thirty-four, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by the public road.

17. The undivided half of another vacant lot of land, situate at the same place, known and described as number three hundred and forty-six, of the subdivision of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number three hundred and forty-two of the same subdivision.

18. Another lot of land situate at the same place, known and described as subdivision number one hundred and ninety-two, of the lot number four hundred and fifty-four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street.

19° Another vacant lot of land, situate at the same place, known and described as subdivision number fifty-three, of lot number four hundred and fifty-four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number one hundred and nine of the same subdivision.

20° Two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers fifty-five and fifty-six, of lot number four hundred and fifty-four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by a projected street, known as number fifty-seven of the same subdivision.

21. Three other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as numbers three hundred and fourteen, three hundred and fifteen and three hundred and sixteen, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number three hundred and twelve of the same subdivision.

22. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as numbers two hundred and twenty-eight and two hundred and twenty-nine, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number two hundred and thirty of the same subdivision.

23. The undivided half of another vacant lot of land, situate at the same place, known and described as subdivision number two hundred and forty-six, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street

connue sous le numéro deux cent trente-neuf de la même subdivision.

24° La moitié indivise d'un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de subdivision deux cent soixante et dix, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvois officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro deux cent soixante et six de la même subdivision.

25° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros trois cent douze et trois cent treize, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro trois cent neuf de la même subdivision.

26° La moitié indivise d'un autre lot de terre, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de subdivision trois cent seize, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept de la même subdivision.

27° La moitié indivise d'un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de la subdivision trois cent quarante-trois, du lot numéro quatre cent soixante et six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et borné en front par le chemin public.

28° La moitié indivise de trois lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous le numéro de subdivision trois cent soixante et cinq, trois cent soixante et six et trois cent soixante et sept, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro trois cent soixante et quatre de la même subdivision.

29° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros deux cent treize et deux cent quatorze de la subdivision du lot numéro quatre cent cinquante-quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro cent neuf de la même subdivision.

30° La moitié indivise de six autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent vingt-trois et cent vingt-cinq, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro deux cent seize de la même subdivision.

32° La moitié indivise de cinq autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision cent trente et un, cent trente-cinq, cent quarante, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par une rue projetée, connue sous le numéro cent trente de la même subdivision.

33° La moitié indivise de deux autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros deux cent sept et deux cent huit, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par le chemin public.

34° La moitié indivise d'un autre lot de terre vacant, situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro de subdivision deux cent douze, du lot

known as number two hundred and thirty-nine of the same subdivision.

24. The undivided half of another vacant lot of land, situate at the same place, known and described as subdivision number two hundred and seventy, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number two hundred and sixty-six of the same subdivision.

25. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as numbers three hundred and twelve and three hundred and thirteen, of the subdivision of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number three hundred and nine of the same subdivision.

26. The undivided half of another lot of land, situate at the same place, known and described as subdivision number three hundred and sixteen, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number two hundred and ninety-seven of the same subdivision.

27. The undivided half of another vacant lot of land, situate at the same place, known and described as subdivision number three hundred and forty-three, of lot number four hundred and sixty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by the public road.

28. The undivided half of three vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers three hundred and sixty-five, three hundred and sixty-six and three hundred and sixty-seven, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number three hundred and sixty-four of the same subdivision.

29. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as numbers two hundred and thirteen and two hundred and fourteen of the subdivision of lot number four hundred and fifty-four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number one hundred and nine of the same subdivision.

30. The undivided half of six other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and twenty-three and one hundred and twenty-five, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number two hundred and sixteen of the same subdivision.

32° The undivided half of five other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision number one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-five, one hundred and forty one hundred and fifty-two and one hundred and fifty-three, of lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number one hundred and thirty of the same subdivision.

33. The undivided half of two other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as numbers two hundred and seven and two hundred and eight, of subdivision lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by the public road.

34. The undivided half of another vacant lot of land, situate at the same place, known and described as subdivision number two hundred and twelve, of

numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint Laurent, et borné en front par une rue projetée, connue sous le numéro deux cent quinze de la même subdivision

35° La moitié indivise de quatre autres lots de terre vacants, situés au même lieu, connus et désignés sous les numéros de subdivision un, deux, vingt et un et vingt-deux, du lot numéro quatre cent neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, et bornés en front par l'avenue Ouimet.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 25 septembre 1901. [Première publication, 28 septembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JEAN NEREE COUSINEAU, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, dit district, en sa qualité de curateur à Joséphine Cousineau, interdite, autrefois de la dite paroisse de Saint-Laurent, maintenant à l'Asile Saint-Jean de Dieu, à la Longue-Pointe, district de Montréal, Demandeur *vs* qual. ; contre les terres et tenements de EDOUARD GOHIER, commerçant, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, Défendeur.

Un terrain, sans bâtisses, sis et situé en la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, composé de la partie non subdivisée des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous les numéros cinq cent quatre-vingt-dix-huit et cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (598 et 599). A distraire, néanmoins, sur le dit terrain, la partie vendue à Romulus Laurendeau ; le dit terrain étant borné en front par le chemin public.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 septembre 1901. [Première publication, 28 septembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HIRAM JOHNSON, des No 7632. } Cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de HENRY KIEFFER, de la paroisse du Sault au Récollet, dit district, Défendeur.

Ces lots de terre maintenant connus comme subdivision numéros deux cent quarante-neuf et deux cent cinquante, sur le plan de subdivision et livre de renvoi dûment faits et déposés du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal—avec le droit de se servir de la ruelle en arrière en commun avec les autres personnes y ayant droit, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 24 septembre 1901. [Première publication, 28 septembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIA LANCAS- } No 620. } TER, de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal, veuve de feu George Hodgson, en son vivant du même lieu, cultivateur, Demandeur ;

lot number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by a projected street, known as number two hundred and fifteen of the same subdivision.

35. The undivided half of four other vacant lots of land, situate at the same place, known and described as subdivision numbers one, two, twenty-one and twenty-two, of lot number four hundred and nine, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, and bounded in front by Ouimet avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 25th September, 1901. [First published, 28th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JEAN NEREE COUSINEAU, farmer, of the parish of Saint Laurent, said district, in his quality of curator to Joséphine Cousineau, interdicted, formerly of the said parish of Saint Laurent, now at the Asylum of Saint Jean de Dieu at Longue Pointe, district of Montreal, Plaintiff, *vs* qual. ; against the lands and tenements of EDOUARD GOHIER, trader, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, Defendant.

A lot, without buildings, situate and being in the parish of Saint Laurent, district of Montreal, made up of the unsubdivided part of the lots of land known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as numbers five hundred and ninety-eight and five hundred and ninety-nine (598 and 599). Reserving, however, from the said lot the part sold to Romulus Laurendeau ; said lot being bounded in front by the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 25th September, 1901. [First published, 28th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HIRAM JOHNSON, of the No. 7632. } City and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HENRY KIEFFER, of the parish of Sault au Récollet, said district, Defendant.

Those certain lots now known as subdivision numbers two hundred and forty-nine and two hundred and fifty, on the subdivisional plan and book of reference duly made and filed of lot number four hundred and eighty-eight, on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal—with the right of use of the lane in rear in common with others having rights therein with all and every the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 24th September, 1901. [First published, 28th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIA LANCAS- } No. 620. } TER, of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil, district of Montreal, widow of the late George Hodgson, in his lifetime of the same place, farmer, Plaintiff ;

contre les terres et tènements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, la propriété de ABRAHAM HYNES, ci-devant de la ville de Lachine, dit district, mais maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

A. Ce morceau de terre de forme irrégulière, situé dans la première concession de la dite paroisse de Rigaud, formant partie des lots connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Rigaud, sous les numéros cent deux et cent quatre (102 et 104), contenant environ cinquante acres, plus ou moins; borné en front par la Rivière à la Raquette, en arrière par le lot cent vingt-six (126), ci-après décrit, d'un côté par Honoré Léger, et de l'autre côté par partie du lot cent cinq (105), appartenant à Jean-Baptiste Poudrette—sans bâtisses.

B. Un lot de terre situé au nord de la concession Saint-Georges, dans la paroisse de Rigaud, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse, sous le numéro cent vingt-six, contenant environ soixante acres, plus ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Rigaud, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 septembre 1901. Shérif. 3693-2
[Première publication, 28 septembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAVID ALLAN MILLAR
No 1172. { ET NORMAN MILLAR,
de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal,
marchands, Demandeurs; contre les terres et tènements de EDOUARD GOHIER, de la ville de Saint-Laurent, dit district, Défendeur.

Un immeuble ne formant qu'une seule et même exploitation—avec toutes les bâtisses y érigées et composé des lots suivants:

1° Un lopin de terre à prendre sur le côté sud d'un emplacement situé en la ville de Saint-Laurent, connu sous le numéro quatre cent trente-six (436), du cadastre de Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de front sur le chemin public, et soixante et six pieds en arrière sur toute la profondeur du dit numéro quatre cent trente-six (436); tenant en front au chemin public, en arrière à F. X. Lecavalier; joignant d'un côté, au nord, l'emplacement du docteur J. E. Groulx, et de l'autre côté au sud, joignant le lot quatre cent trente-cinq (435).

2° Un lopin de terre situé en la ville de Saint-Laurent, connu sous le numéro quatre cent trente-cinq (435), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Laurent; tenant en front au chemin public.

3° Le lot de terre portant le numéro quatre cent trente-quatre (434), de la paroisse de Saint-Laurent; à distraire, néanmoins, la partie vendue à C. S. Tassé, notaire, et les bâtisses y érigées; les lots numéros deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois (242 et 243), de la subdivision du lot originaire quatre cent cinquante-quatre (454), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 septembre 1901. Shérif. 3695-2
[Première publication, 28 septembre 1901.]

against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writ in this cause, the property of ABRAHAM HYNES, formerly of the town of Lachine, said district, but now of parts unknown, Defendant.

A. That certain piece of land of irregular shape, situated in the first concession of the said parish of Rigaud, forming part of lots known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Rigaud, under numbers one hundred and two and one hundred and four (102 and 104), containing about fifty acres, more or less; bounded in front by the River à la Raquette, in rear by lot one hundred and twenty-six (126) hereinafter described, on one side by Honoré Léger, and on the other side by part of lot one hundred and five (105), belonging to Jean-Baptiste Poudrette—without buildings.

B. A lot of land situate north of Saint George concession, in the parish of Rigaud, known and designated on the official plan and book of reference of the parish aforesaid, under number one hundred and twenty-six, containing about sixty acres, more or less—with a house, barn and other buildings hereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Rigaud, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 25th September, 1901. Sheriff. 3694
[First published, 28th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAVID ALLAN MILLAR
No. 1172. { AND NORMAN MILLAR,
of the town of Saint Laurent, district of Montreal,
merchants, Plaintiffs; against the lands and tenements of EDOUARD GOHIER, of the town of Saint Laurent, said district, Defendant.

An immovable forming only one and the same plot—with all the buildings thereon erected, and made up of the following lots:

1. A lot of land to be taken off the south side of a lot situate in the town of Saint Laurent, known as number four hundred and thirty-six (436), of the cadastre of Saint Laurent, containing twenty-five feet in front on the public road, and sixty-six feet in rear by the whole depth of the said number four hundred and thirty-six (436); bounded in front by the public road, in rear by F. X. Lecavalier; bounded on one side, to the north, by the lot of Doctor J. E. Groulx, and on the other side to the south, by lot number four hundred and thirty-five (435).

2. A lot of land situate in the town of Saint Laurent, known as number four hundred and thirty-five (435), of the hypothecary cadastre of the parish of Saint Laurent; bounded in front by the public road.

3. The lot bearing the number four hundred and thirty-four (434), of the parish of Saint Laurent; reserving, however, the part sold to C. S. Tassé, notary, and the buildings thereon erected: the lots numbers two hundred and forty-two and two hundred and forty-three (242 and 243), of the subdivision of the original lot four hundred and fifty-four (454), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 25th September, 1901. Sheriff. 3696
[First published, 28th September, 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : **THE TRUST AND LOAN**
No. 2730. **COMPANY OF CANADA,**

corporation dûment constituée par acte public du parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; vs **MOISE DUCHESNE, JUNIOR, DAMASE DUCHESNE** et **FELIX DUCHESNE**, tous trois cultivateurs, du canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Moïse Duchesne et Félix Duchesne :

Chacun pour une moitié indivise d'un lot de terre situé dans le troisième rang du canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, comme lot numéro seize (16), contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins—avec une maison, granges et autres bâtisses sus-érigées ; borné au nord par la ligne de concession entre les troisième et quatrième rangs, au sud par la ligne entre les deuxième et troisième rangs, à l'est par les lots numéros quinze A (15 A) et quinze B (15 B), dans le troisième rang, et à l'ouest par le lot numéro dix-sept A (17 A), dans le dit troisième rang du canton de Buckingham.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de L'Ange Gardien, dit district d'Ottawa, le **TRENTE-UNIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 25 septembre 1901. Shérif. 3685-2
[Première publication, 28 septembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : **A CITE DE QUEBEC** ; vs.
No. 2513. **CYRILLE FALARDEAU,**

de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, tanneur, à savoir :

La moitié sud du lot No 1198 (mille cent quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Sainte-Hélène ; la dite moitié de lot bornée au sud par la rue Sainte-Hélène, et au nord par l'autre moitié du dit lot—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 17 octobre 1901. Shérif. 3969
[Première publication, 19 octobre 1901.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : **ALBERT PATRY**, épicier,
No 3381. de Québec ; contre **DAME**
MARIE PHILOMENE CANAC dit **MARQUIS,**

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Ottawa, to wit : **THE TRUST & LOAN COM.**
No. 2730. **PANY OF CANADA,**

a corporation duly constituted by public act of parliament, having its principal place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs **MOISE DUCHESNE, JUNIOR, DAMASE DUCHESNE** and **FELIX DUCHESNE**, all three farmers, of the township of Buckingham, in the district of Ottawa, Defendants.

Seized as belonging to Moïse Duchesne and Félix Duchesne :

Each for one undivided half of a lot of land situate in the third range of the township of Buckingham, in the district of Ottawa, known and designated on the official plan and in the book of reference for said township, as lot number sixteen (16), containing two hundred acres in superficies, more or less—with a farm house, barns and other buildings thereon erected ; bounded to the north by the concession line between the third and fourth ranges, to the south by the line between the second and third ranges, to the east by lots numbers fifteen A (15 A) and fifteen B (15 B), in the third range, and to the west by lot number seventeen A (17 A), in the said third range of the township of Buckingham.

To be sold at the parochial church door of the parish of L'Ange Gardien, said district of Ottawa, on the **THIRTY-FIRST** day of **OCTOBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 25th September, 1901. Sheriff. 3686
[First published, 28th September, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : **THE CITY OF QUEBEC** ; vs.
No. 2513. **CYRILLE FALARDEAU,**

of our city of Quebec, in our district of Quebec, tanner, to wit :

The south half of lot No. 1198 (one thousand one hundred and ninety-eight), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Helen street ; the said half lot bounded on the south by Saint Helen street, and on the north by the other half of the said lot—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **TWENTY-SECOND** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 17th October, 1901. Sheriff. 3970
[First published, 19th October, 1901.]

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec, to wit : **ALBERT PATRY**, grocer,
No. 3381. of Québec ; against **DAME**
MARIE PHILOMENE CANAC dit **MARQUIS,**

de Québec, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Georges Roy, du même lieu, ayant fait ci-devant commerce à Québec, comme tanneur et corroyeur, sous le nom de "G. Roy & Cie," et le dit Georges Roy, tant personnellement que pour assister et autoriser sa dite épouse, à savoir :

1° Le lot No 11 (onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 6 A (six A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, étant une pointe de terre située au nord du chemin qui conduit au moulin au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, comté de Bellechasse, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 17 octobre 1901. Shérif. 3971
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—Rimouski.

No 2649. } O. L. RICHARDSON & SONS, Demandeurs; vs ALFRED KELLY, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres droits quelconques possédés par le dit Alfred Kelly, sur : 1° le lot No 21, 4e rang S. E., canton Lepage ; 2° le lot No 22, 4e rang S. E., canton Lepage. Les dits deux lots contenant chacun cent acres, et situés en la paroisse de Saint-Jacques de Causapscal.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques de Causapscal, le DIX-NEUF NOVEMBRE 1901, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Rimouski, 15 octobre 1901. Shérif. 3981
[Première publication, 19 octobre 1901.]

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re Chas. Archer et al., Demandeurs ;

vs.

Albert Gohier, restaurateur, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 14e jour de d'octobre 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à mon bureau, sous un mois, afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEX. DESMARTEAU

Curateurs.

1598, rue Notre-Dame, Montréal. 3959
Montréal, 14 octobre 1901.

of Quebec, wife separated as to property by marriage contract of Georges Roy, of the same place, having formerly carried on business at Quebec, as tanner and currier, under the firm of "G. Roy & Cie," and the said Georges Roy, as well personally as to assist his said wife, to wit :

1. Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a building lot situate on the public road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 6 A (six A), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de Beaumont, being a point of land situated north of the road which leads to the mill in the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne de Beaumont, county of Bellechasse, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 17th October, 1901. Sheriff. 3972
[First published, 19th October, 1901.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Rimouski.

No 2649. } O. L. RICHARDSON & SONS, Plaintiffs; vs ALFRED KELLY, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements, buildings and other rights whatsoever owned by the said Alfred Kelly, on : 1. lot No. 21, 4th range S. E., township Lepage ; 2. lot No 22, 4th range S. E., township Lepage. The said two lots containing each one hundred acres, and situate in the parish of Saint Jacques de Causapscal.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques de Causapscal, on the NINETEENTH of NOVEMBER, 1901, at TEN of the clock before noon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Rimouski, 15th October, 1901. Sheriff. 3982
[First published, 19th October, 1901.]

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In re Chas. Archer et al., Plaintiffs ;

vs.

Albert Gohier, restaurant keeper, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of the court, on the 14th day of October instant, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office, within one month, so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEX. DESMARTEAU,

Curator,

1598, Notre Dame street, Montreal, 3960
Montreal, 14th October, 1901,

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Edward A. Ranson, de Lachine,
Québec, Failli.
Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi,
le cinquième jour de novembre 1901, après laquelle
date les dividendes seront payables dans notre
bureau.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 3983

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re A. Couvrette & Fils, entrepreneurs, Faillie.

Un premier et dernier dividende a été préparé et
sera payable à mon bureau, le ou après le 11
novembre 1901.

Toute contestation doit être déposée entre mes
mains avant le 11 novembre 1901.

ARTHUR LACOSTE,
Curateur.

No 1620a, rue Notre-Dame.
Montréal, 17 octobre 1901 3979

Province de Québec, }
District de Québec } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "Au Grand Bazar", George
Brown, de Québec, marchand, Failli.
Avis est donné qu'un premier bordereau de divi-
dende a été préparé en cette affaire, et sera payable
à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre Québec, le
ou après le 5 novembre 1901.

Toute contestation au dit dividende devra être
produite avant la dite date.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 16 octobre 1901. 3987

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de David Beauvais, de Saint-Hya-
cinthe, marchand, Failli.
Avis est donné que George Lefavre, de Québec,
comptable, et Joseph C. Desautels, N. P., de Saint-
Hyacinthe, ont été nommés curateurs conjoints le
11 octobre 1901.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire
leurs réclamations assermentées, à notre bureau,
dans un délai de trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,
JOS. C. DESAUTELS, N. P.

Québec, 16 octobre 1901. 3985

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de F. N. F. Catudal, de Montréal,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé et sera sujet à objection, au bureau du
soussigné, jusqu'à lundi, le 4^e jour de novembre
1901, après laquelle date les dividendes seront
payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
Rue Saint-Jacques,
Montréal, 19 octobre 1901. 3989

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Edward A. Ranson, Lachine,
Quebec, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been prepared in this matter, open to
objection until Tuesday, the fifth day of November,
1901, after which date dividends will be payable at
our office.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint street, Montreal. 3984

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re A. Couvrette & Son, contractors, Insolvents.

A first and final dividend has been prepared and
will be payable at my office, on or after the 11th
November, 1901.

Any contestation of such dividend must be depo-
sited with me before the 11th November, 1901.

ARTHUR LACOSTE,
Curator.

No. 1620a, Notre Dame street.
Montreal, 17th October, 1901. 3980

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of "Au Grand Bazar", George Brown,
of Quebec, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet
has been prepared in this matter, and will be payable
at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on
or after the 5th of November, 1901.

Any contestation to the said dividend must be
file before the said date.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 16th October, 1901. 3988

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In the matter of David Beauvais, of Saint Hya-
cinth, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that George Lefavre, of
Quebec, accountant, and Joseph C. Desautels, N.
P., of Saint Hyacinth, were appointed joint
curators on the 11th of October, 1901.

Creditors of the said insolvent are required to file
their claims attested, at our office, within thirty
days from this date.

GEO. LEFAIVRE,
JOS. C. DESAUTELS, N. P.

Quebec, 16th October, 1901. 3986

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of F. N. F. Catudal, of Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared,
open to objection, at the office of the undersigned,
until Monday, the 4th day of November, 1901, after
which dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 19th October, 1901. 3990

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc.-génl. } vertu des dispositions de l'article 2462 des Statuts Refondus de la province de Québec, il est décrété que le lieutenant gouverneur, peut en tout temps, ordonner, par proclamation, la tenue dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, en matières criminelles, dont le premier jour est indiqué dans la proclamation qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme :

ATTENDU qu'il convient pour la bonne administration de la justice, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, en matières criminelles, soit tenu dans le district d'Ottawa ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, en matières criminelles, sera tenu dans le district d'Ottawa, dont le premier jour sera le vingt-six de novembre prochain 1901.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-Secrétaire de la province.

3995

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en vertu
Proc.-Génl. } des dispositions des statuts refondus de la province de Québec, il est

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in vir-
Atty. Genl. } tue of the dispositions of article 2462 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the lieutenant-governor may, at any time, by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of King's Bench, on the Crown side, to be held in and for any district, and to commence on the day so be named for that purpose in such proclamation, which shall be issued at least thirty days before the beginning of such term ;

WHEREAS it is advisable, for the good administration of justice, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, in its criminal jurisdiction, be held in the district of Ottawa ;

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, in its criminal jurisdiction, be held in the district of Ottawa, commencing on the twenty-sixth day of November next, 1901.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3996

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in
Atty.-General. } virtue of the provisions of the revised statutes of the province of

entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province, et peut de la même manière les changer.

ET ATTENDU que nous avons jugé à propos de changer les époques de la tenue des termes de la Cour de Circuit, dans et pour le district de Kamouraska.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes régions et ordonnons que les termes de la dite Cour de Circuit dans et pour le district de Kamouraska, siégeant au palais de justice, dans la ville de Fraserville, seront tenus aux époques ci-dessous mentionnées, savoir :

La Cour de Circuit sera tenue les quatorzième et quinzième jours de chacun des mois de février, mars, mai, juin, octobre, novembre et décembre chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3991

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en
Proc.-Gén. } vertu des dispositions des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, les époques auxquelles les termes des tribunaux doivent être tenus dans tout district de la province et peut de la même manière les changer.

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos de changer les époques de la tenue des termes de la cour supérieure, dans et pour le district de Kamouraska.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes régions et ordonnons que les termes de la dite cour supérieure dans et pour le district de Kamouraska, siégeant au palais de justice, dans la ville de Fraserville, seront tenus aux époques ci-dessous mentionnées, savoir :

La cour supérieure sera tenue les dixième, onzième, douzième et treizième jours de chacun des mois de février, mars, mai, juin, octobre, novembre et décembre chaque année ;

Quebec, it is among other things enacted that the lieutenant-governor may, by proclamation, from time to time, fix the date of holding the terms at which the courts for any district of the province of Quebec, should be held, and may in like manner alter them.

AND WHEREAS We have deemed it expedient to alter the terms of the several civil courts, in and for the district of Kamouraska.

NOW KNOW YE, that by and with the advise of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order that the terms of the Circuit Court in and for the district of Kamouraska, sitting in the court house, in the town of Fraserville, shall be held at the times hereinafter mentioned, to wit :

The Circuit Court shall be held on the fourteenth and fifteenth days of each of the months of February, March, May, June, October, November and December of every year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3992

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

ELWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue
Atty.-Gén. } of the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted that the lieutenant governor may, by proclamation, from time to time, fix the date of holding the terms at which the courts for any district of the province of Quebec, should be held, and may in like manner alter them.

AND WHEREAS We have deemed it expedient to alter the terms of the several civil courts, in and for the district of Kamouraska.

NOW KNOWN YE, that by and with the advise of the Executive Council of Our province, We have rule and ordered, and do hereby rule and order the terms of the superior court in and for the district of Kamouraska, sitting in the court house, in the town of Fraserville, shall be held at the time hereinafter mentioned, to wit :

The superior court shall be held on the tenth, eleventh, twelfth and thirteenth days of each of the months of February, March, May, June, October, November and December of every year.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

3993

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

3994

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 42

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : — Divers lots de Saint-Cyprien à la municipalité Lacolle, comté de Saint-Jean, 2007.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 2001.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 2009 ; Conseil législatif, 2008.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE : — Ernest E. Vipond, 2011.

EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 2007.

ERRATA : — Cie de Pulpe de Peribonka, 2005.

FAILLIS : — Abrams, 2019 ; Au Grand Bazar, 2036 ; Beauvais, 2036 ; Catudal, 2036 ; Clairoux, 2020 ; Couvrette & Fils, 2036 ; Delle Richard, 2021 ; Garant, 2020 ; Gardner, 2019 ; Gohier, 2035 ; Jellyman, 2019 ; Leost, 2020 ; Ranson, 2036 ; St. Cyr, 2018 ; St. Laurent, 2019 ; Succession Veillet, 2020 ; The Sunlight Gas Coy, 2019 ; Viau, 2020.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Eastern Townships Brick Manufacturing Co, 2013 ; La Cie du Cyclorama de Jérusalem, 2016 ; La Cie Electrique du Canada, 2013 ; La Cie co-opérative de cigares de Montréal, 2012 ; Lawrence A. Wilson Coy, 2015 ; Rougier frères, 1973 ; The Garth Coy, 2014 ; The Imperial Syrup Coy, 2012 ; The Starke Cooperage Coy, 2015.

LICITATIONS : — Berthelette vs Demers *et al*, 2022 ; Delle Monet vs Monet *et al*, 2021 ; Dontigny vs Dessureau, 2023.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT : — De H. R. Blanchard à Jos. Phil. Bazinet, 2008 ; De Joseph Simard & Eug. G. Simard à Wilfrid Joseph Proulx, 2007.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer : — Lot No 284, de Sainte-Martine à Saint-Urbain Premier, comté Châteauguay, 2006.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 42

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : — Several lots of Saint Cyprien to the municipality Lacolle, county of Saint John, 2007.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices &c, 2001.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 2009 ; Legislative Council, 2008.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE : — Ernest E. Vipond, 2011.

EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 2007.

ERRATA : — Cie de Pulpe de Peribonka, 2005.

INSOLVENTS : — Abrams, 2019 ; Au Grand Bazar, 2036 ; Beauvais, 2036 ; Catudal, 2020 ; Clairoux, 2036 ; Couvrette & Son, 2036 ; Delle Richard, 2021 ; Garant, 2020 ; Gardner, 2019 ; Gohier, 2032 ; Jellyman, 2019 ; Leost, 2020 ; Ranson, 2036 ; St. Cyr, 2018 ; St. Laurent, 2019 ; Estate Veillet, 2020 ; The Sunlight Gas Coy, 2019 ; Viau, 2020.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Eastern Townships Brick Manufacturing Co., 2013 ; La Cie du Cyclorama de Jérusalem, 2016 ; The Canada Electric Coy, 2013 ; La Cie co-opérative de cigares de Montréal, 2012 ; Lawrence A. Wilson Coy, 2015 ; Rougier frères, 1973 ; The Garth Coy, 2014 ; The Imperial Syrup Coy, 2012 ; The Starke Cooperage Coy, 2015.

LICITATIONS : — Berthelette vs Demers *et al*, 2022 ; Delle Monet vs Monet *et al*, 2021 ; Dontigny vs Dessureau, 2023.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER : — From H. R. Blanchard to Jos. Phil. Bazinet, 2008 ; From Joseph Simard & Eug. G. Simard to Wilfrid Joseph Proulx, 2007.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annex : — Lot No. 284, of Sainte Martine to Saint Urbain Premier, county Chateauguay, 2006.

NOMINATIONS:—*Commissaire per dedimus potestatem* :—Kamouraska, 2002.
Cour des Commissaires:—Rivière Ouelle, 2001.
Juges de Paix:—Beauharnois, 2002; Ottawa, 2002; Richelieu, 2002.
Juge de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R.:—Province de Québec, 2001.

PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres, 2004; Cour de Magistrat établie à Saint-Joseph Labre d'Amqui, comté de Matane, 2002; Jour d'actions de grâces, 2003; Termes de la cour de circuit, comté Kamouraska, 2038; Termes de la cour supérieure, comté Kamouraska, 2038; Termes de la cour du Banc du Roi, Ottawa, 2037.

RÈGLE DE COUR:—Montpetit vs Drapeau, 2021.

SÉPARATIONS DE BIENS:—Dmes Barrette vs Plante, 2018; Belec vs Belisle, 2016; Baudoin vs Lacas, 2018; Cadieux vs Girard, 2018; Clancy vs Farrell, 2018; Dansereau vs Dansereau, 2017; Gohier vs Beaulieu, 2017; Heath vs Yertaw, 2017; Mattassar vs Poplinger, 2017; Poirier vs Choquette, 2018; Putney vs Webster, 2027; Weston vs Weyland, 2017.

SOCIÉTÉ FORMÉE:—La Sauvegarde, 2006.

TARIF DE PÉAGE:—Municipalité de la Grande Rivière, 2007; Tarif pour licences accordées aux propriétaires d'entrepôts frigorifiques, etc. 2006.

FERRÉS DE LA COURONNE:—*Avis de cancellation, etc.* :—Cap-Chat, 2006; Doncaster, 2005; Normandin, 2006; New-Richmond, 2006; Wentworth, 2005; Westbury, 2005.

VENTES PAR LES SHERIFFS:

BEAUCE:—Couture vs Goulet, 2024; Morency vs Grondin, 2024.

IBERVILLE:—McCabe vs Turgeon, 2024.

JOLIETTE:—Lescout vs Guyon, 2025.

KAMOURASKA:—Gaudreau vs Têtu et vir, 2025; Richer et uxor vs Michaud, 2026.

MONTREAL:—Cornelle, failli, 2027; Cousineau vs Gohier, 2032; Dme Lancaster vs Hynes, 2032; Gagnon vs Dme Laferrière, 2027; Johnson vs Kieffer, 2032; Lescout vs Guyon et al, 2026; Milliar et al vs Gohier, 2033; Racine vs Gohier, 2028.

OTTAWA:—The Trust and Loan Coy of Canada vs Duchesne et al, 2034.

QUÉBEC:—La cité de Québec vs Falardeau, 2034; Patry vs Dme Canac dit Marquis, 2034.

RIMOUSKI:—Richardson & Sons vs Kelly, 2035.

APPOINTMENTS:—*Commissioner per dedimus potestatem* :—Kamouraska, 2002.
Commissioners' Court:—Rivière Ouelle, 2021.
Justices of the peace:—Beauharnois, 2002; Ottawa, 2002; Richelieu, 2002.
Justice of the peace in virtue of art. 2572, S. R.:—Province of Quebec, 2001.

PROCLAMATIONS:—Parliament convoked, 2004; Magistrate's Court established at Saint Joseph, Labre d'Amqui, Matane Co., 2002; Thanksgiving day, 2003; Terms of the circuit court, county Kamouraska, 2038; Terms of the superior court, county Kamouraska, 2038; Terms of the court of King's Bench, Ottawa, 2037.

RULE OF COURT:—Montpetit vs Drapeau, 2021.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY:—Dmes Barrette vs Plante, 2018; Belec vs Belisle, 2016; Baudoin vs Lacas, 2018; Cadieux vs Girard, 2018; Clancy vs Farrell, 2018; Dansereau vs Dansereau, 2017; Gohier vs Beaulieu, 2017; Heath vs Yertaw, 2017; Mattassar vs Poplinger, 2017; Poirier vs Choquette, 2018; Putney vs Webster, 2027; Weston vs Weyland, 2017.

SOCIETY FORMED:—The Saveguard, 2006.

TARIFF OF TOLLS:—Municipality of Grande Rivière, 2007; Tariff for licenses granted to the proprietors of cold storage warehouses, &c., 2006.

CROWN LANDS:—*Notice of cancellation, etc.* :—Cap-Chat, 2006; Doncaster, 2005; Normandin, 2006; New Richmond, 2006; Wentworth, 2005; Westbury, 2005.

SHERIFF'S SALES:

BEAUCE:—Couture vs Goulet, 2024; Morency vs Grondin, 2024.

IBERVILLE:—McCabe vs Turgeon, 2024.

JOLIETTE:—Lescout vs Guyon, 2025.

KAMOURASKA:—Gaudreau vs Têtu et vir, 2025; Richer et uxor vs Michaud, 2026.

MONTREAL:—Cornelle, insolvent, 2027; Cousineau vs Gohier, 2032; Dme Lancaster vs Hynes, 2032; Gagnon vs Dme Laferrière, 2027; Johnson vs Kieffer, 2032; Lescout vs Guyon et al, 2026; Milliar et al vs Gohier, 2033; Racine vs Gohier, 2028.

OTTAWA:—The Trust and Loan Coy of Canada vs Duchesne et al, 2034.

QUÉBEC:—The city of Quebec vs Falardeau, 2034; Patry vs Dme Canac dit Marquis, 2034.

RIMOUSKI:—Richardson & Sons vs Kelly, 2035.